



Comité National de la Dette
Publique



Caisse Autonome
d'Amortissement du
Cameroun

Conjoncture Mensuelle de la Dette Publique du Cameroun N°09/24 Septembre 2024

31 octobre 2024

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique

B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29

Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm

La Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, structure de gestion de l'ensemble des fonds d'emprunts publics de l'État et de ses démembrements, des organismes publics et parapublics, des collectivités locales, créée par Décret présidentiel N°85/1176 du 28 Août 1985, et réorganisée par le Décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, assurant le Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique (CNDP),

Et le Comité National de la Dette Publique créé par Décret N°2008/2370/PM du 04 août 2008, dont les principales missions sont de coordonner et suivre la mise en œuvre de la politique nationale d'endettement public et de gestion de la dette publique, de veiller à sa mise en cohérence avec les objectifs de développement et la capacité financière de l'Etat,

Vous présentent la conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun N°09/24-septembre 2024, qui retrace l'évolution des principaux agrégats de la dette publique au second trimestre de l'année.

Dans cette conjoncture, la dette publique est définie comme l'ensemble des passifs de l'Etat sous forme de dette. Un instrument de dette étant une créance financière, obligeant le débiteur à effectuer en faveur du créancier un paiement ou des paiements d'intérêts ou de principal à une date ou à des dates futures. Pour l'instant, la dette publique est principalement limitée à celle de l'Administration Centrale et des Entreprises et Etablissements Publics. Les travaux de recensement et d'évaluation de la dette des Collectivités Territoriales Décentralisées se poursuivent.

Aussi, Conformément aux bonnes pratiques, il est procédé au suivi des passifs conditionnels, notamment la dette garantie par l'Administration Centrale et les Partenariats Publics Privés, qui peuvent impacter la dette publique sous certaines conditions. Les passifs conditionnels représentent des créances financières virtuelles de l'Etat, non encore matérialisées, mais susceptibles de se traduire par des obligations financières fermes dans certaines circonstances. Le suivi et l'évaluation de ces passifs sont indispensables, non seulement par souci de transparence, mais aussi pour la réalisation des analyses, notamment l'analyse de l'impact potentiel et les risques encourus sur l'endettement public. L'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) et diverses autres analyses liées aux risques budgétaires.

SOMMAIRE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL	3
1.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
1.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	4
II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC.....	5
II.1. DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	5
II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	5
II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES.....	7
II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	8
II.2. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	10
II.2.1. DETTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.....	10
II.2.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS, NON AVALISÉE PAR L'ETAT.....	10
II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT.....	11
II.3.1. DETTE AVALISÉE PAR L'ETAT.....	11
II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP).....	11
III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	12
III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	14
III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	14
III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER.....	14
III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER.....	16
IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	16
IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNÉS.....	16
TABLEAU 14 : ENGAGEMENTS SIGNÉS EN 2024.....	16
IV.2. DECRETS D'HABILITATION.....	17
IV.3. DÉCAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	17
IV.3.1. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS INTÉRIEURS.....	17
IV.3.2. DÉCAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS.....	18
IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND'S) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE.....	21
IV.4.1. SEND'S EXTÉRIEURS.....	21
IV.4.2. SEND'S INTÉRIEURS.....	22
LES SEND'S SUR ENGAGEMENTS INTÉRIEURS SONT NULS AU 30 SEPTEMBRE 2024.	22
V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT.....	23
V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE HORS RESTES À PAYER DE MOINS DE 3 MOIS.....	23
V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE.....	23

Comité de Rédaction

Directeurs de Publication

- **MOTAZE Louis Paul**, Ministre des Finances, Président du Comité National de la Dette Publique ;
- **ALAMINE Ousmane MEY**, Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Vice-Président du CNDP.

Superviseurs

- **NOAH NDONGO Adolphe**, Directeur Général de la CAA, Secrétaire Permanent du CNDP ;
- **MOH TANGONGHO Sylvester**, Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et Monétaire, Président de la Commission Technique du CNDP ;
- **KENDEM John FORGHAB**, Directeur Général Adjoint de la CAA.

Coordonnateur Technique

SIEWE Guillaume Thierry, Chef de Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique (DEADP /CAA), Coordonnateur du Secrétariat Permanent du CNDP.

Rédacteurs :

- **SIEWE Guillaume Thierry**, DEADP, CSP-CNDP ;
- **ALEME MELOM Melissa Epse MANON**, Chef de la Cellule du Suivi de la Politique Nationale d'Endettement- à la DEADP/CAA ;
- **GONTA William**, Chef de la Cellule du Suivi Statistique et de la Gestion des Bases des Données- à la DEADP/CAA ;
- **NDONGO MBA Laurent**, Chef de la Cellule du Suivi Evaluation des Financements à la DEADP/CAA ;
- **SIMO Cédric**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- **PONDI Patrick Dylan**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- **ABOE Franck**, d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- **MBIANDJEU Michel Francine**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSPNEA/DEADP/CAA ;
- **ONANA Carole**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/DEADP/CAA ;
- **EBWEL Julien**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSSGBD/DEADP/CAA ;
- **FEUDJI Génie Lupin**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;
- **ZANG Laury**, Chargé d'Etudes Assistant à la CSEF/DEADP/CAA ;
- **NLAME Rose Laetitia**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.
- **BIKELE Bryan**, Cadre à la Division des Etudes et Analyses de la Dette Publique-CAA.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

I.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Selon les *Perspectives de l'Economie Mondiale* publiées par le FMI en octobre 2024, la croissance économique mondiale est estimée à 3,2%, avec des disparités régionales significatives.

L'inflation mondiale devrait progressivement diminuer, avec un taux prévu de 4,7 % en 2024 contre 5,9% en 2023. Cette tendance est attribuée aux politiques monétaires restrictives adoptées par plusieurs économies avancées et à la stabilisation des prix des matières premières.

La dette publique mondiale représenterait environ 93% du PIB en 2024 suivant le *Moniteur des Finances Publique* d'octobre 2024.

Dans les économies avancées, la croissance économique est attendue à 1,8 % en 2024, contre 1,7 % en 2023. L'inflation dans ces pays devrait continuer de baisser, passant de 5,4% en 2023 à 3,2% en 2024, en raison des mesures de contrôle mises en place. La dette publique desdites économies représentait 119,2% du PIB en 2024.

Cette croissance sera principalement soutenue par les États-Unis, où elle devrait atteindre 2,8% en 2024, après 2,9% en 2023. Avec un taux d'endettement de 124% du PIB, les États-Unis, devraient connaître une croissance de 2,6% en 2024, avant de fléchir à 1,6 % en 2025.

En revanche, **la Zone euro** devrait connaître une croissance modeste, avec un passage de 0,4% en 2023 à 0,8% en 2024, en raison du ralentissement de l'économie allemande, de la faiblesse de la demande intérieure et des effets des taux d'intérêt élevés. connaîtra une baisse régulière, atteignant 1,8% en 2025 après 2,4% en 2024.

L'inflation devrait continuer de diminuer, passant de 5,4 % en 2023 à 3,2% en 2024, grâce à des mesures de contrôle. La dette publique pour ce groupe de pays devrait atteindre 88,1% du PIB.

En France, les prévisions économiques s'inscrivent dans une tendance similaire à celle de la Zone euro, avec des spécificités notables. L'économie française devrait croître de 1,1% en 2024 et en 2025. L'inflation devrait poursuivre

sa baisse à 2,4% en 2024, puis à 1,9% en 2025. Les chiffres les plus récents de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) révèlent une baisse significative des prix à la consommation en septembre 2024 (1,1% contre 1,8% en août 2024), ce qui s'explique en partie par la diminution des prix de l'énergie, notamment des produits pétroliers. La dette publique de la France devrait se situer à 112,3% du PIB.

Les pays émergents et en développement, notamment ceux du groupe BRICS, bénéficient d'une dynamique de croissance soutenue par des investissements en infrastructures et une consommation intérieure dynamique. Le taux de croissance y est projeté à 4,2% en 2024, légèrement inférieur à 4,4% en 2023.

En Chine précisément, la croissance devrait ralentir à 4,8 % en 2024, après 5,2% en 2023, malgré des efforts de relance. Malgré des mesures de relance visant à stimuler la consommation et à stabiliser le secteur immobilier, la croissance devrait ralentir à 4,8% en 2024, après 5,2% en 2023. La dette publique devrait se situer à 90,1% du PIB.

Le taux d'endettement moyen de ces économies est estimé à 55%. Pour mémoire, lors du sommet des **BRICS** en octobre 2024, quatre (04) nouveaux membres (l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, et les Émirats Arabes Unis) ont été intégrés, portant la population des BRICS à environ 3,6 milliards de personnes, représentant 45% de la population mondiale. Les discussions ont porté sur la création d'une monnaie commune et la mobilisation de 5 milliards de dollars pour des initiatives de développement durable d'ici 2030.

En Afrique subsaharienne, la croissance est projetée à 3% en 2024, en hausse par rapport à 2,4 % arrêté en 2023, malgré des révisions à la baisse dues au conflit au Soudan.

En Afrique du Sud, l'amélioration de l'approvisionnement énergétique et les réformes dans le secteur des transports devraient soutenir une croissance de 1,1 % en 2024, contre 0,7% en 2023. Le taux d'endettement du pays est estimé à 75% du PIB.

Tandis qu'au **Nigeria**, elle est attendue à 3,3%

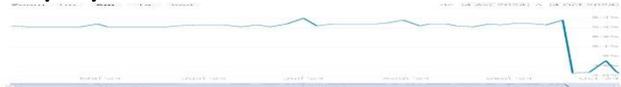
en 2024, contre 2,9% en 2023, avec un taux d'endettement moyen de 51,3%.

Enfin, dans la **sous-région d'Afrique centrale**, la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) souligne une reprise économique modérée. La croissance dans la Communauté Économique

et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) devrait passer de 2,2% en 2023 à 2,9% en 2024, soutenue principalement par le secteur non pétrolier. L'inflation, quant à elle, devrait continuer de baisser, s'établissant à 4,2 % en 2024, après avoir atteint 5,6% en 2023.

Évolution des principaux taux d'intérêt de référence

Graphique 1 : SOFR 6 mois



Source : Global rates

Graphique 2 : Euribor 6 mois



Source : Global rates

Tableau 1 : CIRR

Periode	15-mai-22	15-nov-23	15-déc-23	15-janv-24	15-févr-24	15-mars-24	15-avr-24	15-mai-24	15-juin-24	15-juil-24
Monnaie / Maturité	14-juin-22	14-déc-23	14-janv-24	14-févr-24	14-mars-24	14-avr-24	14-mai-24	14-juin-24	14-juil-24	14-août-24
US Dollar < 5 years	CIRR 3,72	CIRR 5,89	CIRR 5,64	CIRR 5,19	CIRR 5,11	CIRR 5,33	CIRR 5,38	CIRR 5,71	CIRR 5,66	CIRR 5,50
> 5-8,5 years	3,78	5,77	5,49	5,00	4,98	5,19	5,20	5,56	5,50	5,32
> 8,5 years	3,80	5,82	5,53	5,04	5,03	5,21	5,21	5,56	5,49	5,30
Euro < 5 years	1,35	3,90	3,72	3,28	3,28	3,49	3,58	3,64	3,73	3,67
> 5-8,5 years	1,62	3,78	3,56	3,07	3,10	3,31	3,36	3,44	3,53	3,48
> 8,5 years	1,75	3,81	3,58	3,08	3,14	3,32	3,33	3,44	3,51	3,46

Source : OCDE

I.2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

Le rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD) intitulé « RAPPORT PAYS 2024 : impulser la transformation du Cameroun par la réforme de l'architecture financière mondiale » met en lumière les défis économiques persistants auxquels le Cameroun est confronté. En effet, le pays subit des chocs endogènes et exogènes qui affectent sa croissance. Le taux de croissance de l'économie est en baisse et se situe à 3,6% en 2022 et 3,2% en 2023 principalement attribuée à des performances variées dans des secteurs clés tels que, l'électricité, les BTP, l'industrie agroalimentaire, la sylviculture et l'exploitation forestière et le tertiaire.

Cependant, les perspectives économiques pour les années à venir demeurent encourageantes, soutenues par de solides performances dans l'agriculture, les services et la construction. Des investissements significatifs dans les infrastructures énergétiques et routières devraient également jouer un rôle crucial dans cette croissance. Néanmoins, plusieurs risques subsistent, notamment les conflits dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'insécurité à l'Extrême-Nord, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi que des conditions climatiques défavorables, susceptibles de freiner la reprise économique.

Ces prévisions sont en cohérence avec les objectifs du Gouvernement camerounais,

discutés également lors de la mission de revue des programmes en cours avec le FMI, la Banque mondiale, la BAD et la CEMAC du 03 au 16 octobre 2024 à Yaoundé.

Cette septième revue conduite par la cheffe de mission du FMI, Cemile Sancak, a porté sur l'évaluation de la mise en œuvre des engagements financiers et structurels, les réformes nécessaires pour renforcer la résilience économique du Cameroun face aux chocs extérieurs, afin de garantir une croissance durable.

Ainsi, le Gouvernement prévoit une croissance modérée du PIB, avec des prévisions de 3,8 % en 2024, près de 4,2% en 2025, environ 4,1% en 2026 et 4,6% en 2027. Toutefois, ces chiffres demeurent en deçà de l'objectif ambitieux de plus de 8 % fixé par la Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 (SND30).

Aussi, selon l'Institut National de la Statistique (INS), le taux d'inflation au Cameroun s'est établi à 4,4 % en septembre 2024, contre 6,9% à la même période en 2023. Cette baisse des prix est principalement attribuée à l'augmentation des prix des biens et services locaux. Les prévisions indiquent qu'à la fin de l'année 2024, le taux d'inflation pourrait tourner autour de 4,5%, comparé à 7,4% en 2023.

II. ENCOURS DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

Au terme du mois de septembre 2024, la dette publique du Cameroun représente 44,0% du PIB. En Valeur Nominale, son encours estimé à 13 504 milliards de FCFA connaît une baisse de 0,4% en glissement mensuel, ainsi que des hausses de 1,9% en glissement trimestriel et 5,6% en glissement annuel. Elle est constituée de 93,9% de dette de l'Administration Centrale, 6,0% de dette des Entreprises et Etablissements publics, et 0,1% de dette recensée des Collectivités Territoriales Décentralisées.

Tableau 1 : Encours de la dette du secteur public

Rubriques	30 septembre 2023 ***	31 décembre 2023 **	31 Mars 2024 ***	30 juin 2024 ***	30 septembre 2024 ***
1. Dette extérieure	8 179	8 149	8 288	8 423	8 596
Multilatérale	3 977	4 043	4 123	4 199	4 244
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>1 608</i>	<i>1 625</i>	<i>1 364</i>	<i>1 353</i>	<i>1 399</i>
Bilatérale	3 206	3 143	3 078	3 140	2 968
<i>dont appuis budgétaires</i>	<i>243</i>	<i>269</i>	<i>269</i>	<i>295</i>	<i>295</i>
Commerciale	996	963	1 087	1 083	1 384
2. Dette intérieure	3 709	3 647	3 958	3 982	4 081
2.1. Dette intérieure (hors Restes à Payer)	3 492	3 486	3 518	3 621	3 587
Titres publics	1 767	1 815	1 865	1 968	1 952
Emprunt consolidé BEAC	577	577	577	577	577
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180	180	180	180	180
Dette structurée	914	862	843	844	825
Dette non structurée	53	53	53	52	52
2.2. Restes à payer de plus de 3 mois	217	162	441	361	495
3. Dette Directe de l'administration centrale	11 888	11 796	12 246	12 405	12 678
<i>dont appui budgétaire total</i>	<i>1 851</i>	<i>1 894</i>	<i>1 633</i>	<i>1 648</i>	<i>1 695</i>
4. Dette des Entreprises publiques	887	860	852	841	816,0
Dette extérieure directe des entreprises publiques	512	495	496	494	478
Dette intérieure auprès du système bancaire	375	366	356	347	338
5. Dette des Collectivités Territoriales Décentralisées	10	10	10,2	10,2	10,2
Dette extérieure directe des CTD's	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Dette intérieure directe des CTD's	10	10	10	10	10
6. Passifs conditionnels explicites de l'Etat	4 940	4 938	4 902	4 900	4 900
Dette avalisée	9	7	7	5	5
Partenariats Publics Privés	4 931	4 931	4 895	4 895	4 895
7. Total Dette Publique (non consolidée) (Secteur Public - hors passifs conditionnels) (3+4+5)	12 785	12 667	13 108	13 256	13 504

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

II.1 DETTE DIRECTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

La dette directe de l'Administration centrale, estimée à 12 678 milliards de FCFA, dont 1 695 milliards de FCFA d'appuis budgétaires au 30 septembre 2024, représente 41,3% du PIB. Cette dette se compose de 67,8% de dette extérieure et 32,2% de dette intérieure y compris les Restes à Payer de plus de 3 mois.

II.1.1. DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

L'encours de la dette extérieure s'élève à 8 596 milliards de FCFA. Il enregistre des augmentations respectives de 2,1% et 5,1% en glissement trimestriel et annuel, contre une baisse de 0,7% en glissement mensuel. Cette dette est composée de : (i) 49,4% de dette multilatérale ; (ii) 34,5% de dette bilatérale ; et (iii) 16,1% de dette commerciale.

La dette multilatérale évaluée à environ 4 244 milliards de FCFA, enregistre des hausses de 1,1% par rapport à juin 2024 et 6,7% par rapport à septembre 2023, contre une baisse de 0,4% en glissement mensuel. Parmi les principaux créanciers multilatéraux, figure, le Groupe de la Banque mondiale (BIRD et IDA) avec un encours total de 1 705,1 milliards de FCFA, (dont 356,0 milliards de FCFA d'appuis budgétaires obtenus dans le cadre du Programme Economique et Financier (PEF) en cours avec le FMI), soit 40,2% de la dette multilatérale et 19,8% de la dette extérieure totale. Ensuite, le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD et FAD) d'un encours de dette, de 1 068,5 milliards de

FCFA, soit 25,2% de la dette multilatérale et 12,4% de la dette extérieure totale, suivi par le FMI avec 899,7 milliards de FCFA, essentiellement sous forme d'appuis budgétaires, soit 21,2% de la dette multilatérale et 10,5% de la dette extérieure.

La dette bilatérale évaluée à environ 2 968 milliards de FCFA enregistre des diminutions de 1,0%, de 5,5% et de 7,4% respectivement en glissement mensuel, trimestriel et annuel. Les principaux créanciers bilatéraux demeurent la Chine, avec des créances s'élevant à 1 923,4 milliards de FCFA, soit 64,8% de la dette bilatérale et 22,4% de la dette extérieure, ainsi que la France, dont l'encours de la dette est évalué à 768,3 milliards de FCFA, soit 25,9% de dette bilatérale et 8,9% de dette extérieure.

La dette commerciale évaluée à environ 1 384,1 milliards de FCFA a augmenté de 27,8% par rapport au trimestre précédent et de 38,9% en glissement annuel, principalement en raison de l'émission d'un emprunt par placement privé en juillet dernier, destiné à réduire les Restes à Payer de plus de 3 mois. Cependant en glissement mensuel, elle enregistre une légère baisse de 0,9%. Cette dette comprend les eurobonds émis en 2015 et 2021 pour un encours de 511,1 milliards de FCFA, soit 36,9% de la dette commerciale et 5,9% de la dette extérieure, ainsi qu'un placement privé de 323,9 milliards de FCFA envers le groupe CITI, représentant 23,4% de la dette bilatérale et 3,8% de la dette extérieure.

Tableau 2 : Encours de la dette extérieure

Rubriques	30 septembre 2023 ***	31 décembre 2023 **	31 Mars 2024 ***	30 juin 2024 ***	30 septembre 2024 ***
Multilatéral	3 977	4 043	4 123	4 199	4 244
BAD	635,7	652,4	654,0	669,8	659,9
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>319,4</i>	<i>316,4</i>	<i>166,7</i>	<i>167,2</i>	<i>167,4</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>	<i>57,7</i>
BADEA	32,3	30,9	30,9	30,8	30,2
BDEAC	24,6	22,6	21,8	20,2	23,8
BID	424,1	419,7	423,9	421,8	418,4
BIRD	263,8	331,4	373,0	376,5	376,7
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>112,8</i>	<i>112,8</i>	<i>9,0</i>	<i>9,0</i>	<i>8,7</i>
FAD	415,4	409,1	412,9	413,7	408,6
FIDA	61,0	61,9	63,1	65,3	64,1
FMI	848,9	871,2	862,7	850,5	899,7
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	<i>321,1</i>	<i>308,8</i>	<i>296,5</i>	<i>285,0</i>	<i>268,0</i>
<i>appuis budgétaires PEF</i>	<i>797,9</i>	<i>800,9</i>	<i>803,9</i>	<i>806,9</i>	<i>809,9</i>
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	<i>224,6</i>	<i>220,6</i>	<i>222,1</i>	<i>221,8</i>	<i>219,7</i>
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	<i>101,1</i>	<i>114,0</i>	<i>114,7</i>	<i>114,6</i>	<i>128,2</i>
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2022</i>	<i>202,1</i>	<i>227,9</i>	<i>229,5</i>	<i>229,2</i>	<i>256,3</i>
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>			-	-	27,5
FS OPEP	9,8	8,3	8,4	7,3	6,9
IDA	1 230,4	1 205,6	1 242,9	1 315,5	1 328,5
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>245,8</i>	<i>243,2</i>	<i>244,6</i>	<i>244,9</i>	<i>242,7</i>
UE	31,1	29,9	29,2	28,0	27,3
Bilatéral	3 206	3 143	3 078	3 140	2 968
ALLEMAGNE	15,7	15,3	16,0	15,1	15,1
Belgique	8,0	7,0	7,0	6,8	6,8
Espagne	1,4	1,1	1,0	0,9	0,9
FRANCE	799,6	783,7	780,8	774,7	768,3
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	<i>242,7</i>	<i>268,9</i>	<i>268,9</i>	<i>295,2</i>	<i>295,2</i>
<i>dont C2D</i>	<i>33,3</i>	<i>25,2</i>	<i>25,2</i>	<i>18,5</i>	<i>18,5</i>
JAPON	48,0	49,0	47,4	46,9	50,2
NORVEGE (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	19,5	17,3	17,3	15,1	15,1
SUISSE	0,6	0,5	0,5	0,3	0,4
ARABIE SAOUDITE	8,0	7,6	7,2	7,3	6,8
CHINE	3,2	3,1	3,1	3,1	3,1
COREE DU SUD	48,4	47,2	47,1	45,8	45,7
EXIMBANK DE CHINE	2 100,0	2 062,8	2 006,9	2 079,9	1 920,3
EXIMBANK TURQUE	64,4	61,7	57,4	57,6	50,0
INDE	77,6	75,8	75,4	76,5	75,7
KOWEÏT	11,6	10,8	10,8	10,3	9,8
Commercial	996	963	1 087,1	1 083,0	1 384,1
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	47,1	49,7	181,9	182,1	180,5
Bank of China	89,7	86,0	77,4	77,8	64,9
Belfius	49,3	49,4	46,9	46,3	43,1
BMCE Bank	8,8	7,8	5,6	4,3	4,3
CDS group privée Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-
CITI GROUP	-	-	-	-	323,9
Commercial-eurobond	542,0	511,1	511,1	511,1	511,1
<i>dont Eurobond 2015</i>	<i>92,7</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>	<i>61,8</i>
<i>Eurobond 2021</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>	<i>449,3</i>
Commerz bank Allemagne	28,9	24,2	24,8	21,4	20,6
Deutsche banque Espagne	22,1	21,4	19,5	20,4	19,4
Inter Islamic trade Finance Corporation	22,3	39,1	49,6	54,0	49,1
INTESA SANPAOLO SPA	52,0	48,3	45,9	42,2	39,1
Raiffeisen Bank Inter AG	5,3	5,1	5,1	5,0	5,0
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK	21,9	20,0	18,8	17,8	17,2
Standard Chartered Londres	106,8	100,9	100,3	100,6	106,0
Total Général	8 179	8 149	8 288	8 423	8 596

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

II.1.2. DETTE EXTERIEURE RETROCEDEE PAR L'ETAT AUX ENTITES PUBLIQUES

A fin septembre 2024, l'encours de la dette rétrocédée s'élève à 984,7 milliards de FCFA, pour un montant global engagé de 1 518 milliards de FCFA, répartis entre 11 entreprises et établissements publics bénéficiaires.

Tableau 3 : Encours de la dette publique rétrocédée

N° d'ordre	Structure bénéficiaire	Nom du projet	N° CSDRMS	Baillleurs	Date de signature de l'accord de financement	Devise	Montant du financement en devise	Montant du financement	Encours au 31/12/2023	Encours au 30/09/2024
Montants en milliards de FCFA										
1	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala	2007300	EXIMBANK China	13/11/2007	CNY	171 000 000,00	14	5,8	4,5
2	CAMWATER	PDUÉ	2007206	IDA	15/11/2007	XDR	10 900 000,00	9	36,1	35,2
3	CAMWATER	PAEPA - MSU	2009203	FAD	13/05/2009	FUA	29 440 000,00	24	22,1	21,9
4	CAMWATER	Projet d'adduction d'eau potable de Douala Phase 2	2009108	Eximbank China	05/11/2009	USD	97 130 000,00	57	31,6	26,5
5	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (1ère tranche).	2009110	DEXIA	07/12/2009	EUR	10 537 343,00	7	-	-
6	CAMWATER	Projet de reconstruction d'une station de traitement d'eau potable à Yaoundé et remise en état et extension des réseaux et des infrastructures de transport et de distribution d'eau potable à Yaoundé, Edéa, Bertoua et Ngaoundéré	2009207	BEI	30/12/2009	EUR	40 000 000,00	26	7,1	6,1
7	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (2 et 3 ère tranche) (8 villes et centre de LIMBE).	2011104	DEXIA	11/01/2011	EUR	17 042 079,90	11	-	0,1
8	CAMWATER	PDUÉ Financement additionnel	2010218	IDA	29/12/2010	XDR	8 345 604,66	7	6,2	6,0
9	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (4ème tranche).	2012100	DEXIA	16/03/2012	EUR	11 457 250,29	8	1,4	0,7
10	CAMWATER	Projet d'alimentation en eau potable de neuf villes (Phase 1 Bafoussam, Bamenda, Kribi et Sangmélima)	2013107	Eximbank China	30/10/2013	CNY	1 059 000 000,00	89	72,9	66,1
11	CAMWATER	Projet de Renforcement et d'Amélioration de l'Alimentation en Eau Potable dans 52 Centres (5ème tranche).	2014103	DEXIA	13/02/2014	EUR	14 050 311,68	9	3,4	2,4
12	CAMWATER	Densification des réseaux d'eau potable dans 11 villes au Cameroun	2014106	BELFIUS	25/07/2014	EUR	21 211 755,54	14	7,0	6,4
13	CAMWATER	Projet de réhabilitation de 14 systèmes d'eau potable	2015212	Belfius	27/10/2015	EUR	44 556 000,00	29	18,8	16,4
14	CAMWATER	Adduction en eau potable à Meyomessalla, Nkongsamba, Melong	2017100	Eksportkredit Norge	13/01/2017	EUR	57 525 400,00	38	17,3	15,1
15	CAMWATER	Projet d'adduction en eau potable 9 villes Phase 2	2018105	Eximbank Chine	22/03/2018	CNY	594 000 000,00	50	-	15,0
Total CAMWATER								392	229,6	222,2
16	CAMTEL	CDMA	2007100	EXIMBANK China	31/01/2007	CNY	350 000 000,00	29	8,9	6,3
17	CAMTEL	Backbone	2009107	EXIMBANK China	08/07/2009	USD	52 050 000,00	31	16,9	14,2
18	CAMTEL	National BroadBand Network	2012105	EXIMBANK China	19/07/2012	USD	168 300 000,00	99	72,0	63,4
19	CAMTEL	Backbone Expansion	2015102	EXIMBANK China	22/01/2015	CNY	513 000 000,00	43	36,5	33,4
20	CAMTEL	National BroadBand Network Phase 2	2015114	EXIMBANK China	08/12/2015	USD	337 121 984,15	199	177,8	162,6
TOTAL CAMTEL								402	312,1	280,0
21	SODECOTTON	Projet de développement coton et cultures (PDICV)	2012208	BID	04/04/2012	EUR	11 390 000,00	7	4,8	4,7
22	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2018/2019	2018222	ITFC	27/12/2018	EUR	98 000 000,00	64	-	-
23	SODECOTTON	Financement de la campagne cotonnière 2019/2020	2020201	ITFC				64	35,5	22,3
24	SODECOTTON	Financement du projet d'importation d'engrais	2018213	BADEA	27/12/2018	USD	25 000 000,00	15	0,4	0,4
25	SODECOTTON	Financement de la modernisation des huileries de la SODECOTON	2018214	BADEA	28/12/2018	USD	10 000 000,00	6	-	-
TOTAL SODECOTTON								157	40,7	27,5
26	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	2001201	BADEA	22/02/2001	USD	12 000 000,00	7	2,2	1,7
27	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	2004103	ING	25/08/2004	EUR	14 963 685,50	10	-	-
28	CNIC	Construction du Yard Pétrolier de Limbe	2009202	BADEA	12/05/2009	USD	6 000 000,00	4	2,1	2,0
TOTAL CNIC								21	4,3	3,7
29	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	2012106	AFD	31/07/2012	EUR	60 000 000,00	39	39,5	36,8
30	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	2012211	BEI	07/09/2012	EUR	30 000 000,00	20	11,4	10,1
31	EDC	Projet de construction du barrage de Lom Pangar	2012205	IDA	31/07/2012	XDR	85 200 000,00	68	64,0	62,4
32	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	2019200	IDA	28/02/2019	EUR	13 700 000,00	9	3,5	5,6
33	EDC	Projet Asst Technique pour le développement de l'Hydroélectricité de la Sanaga	2019201	IDA	28/02/2019	EUR	11 200 000,00	7	2,8	4,5
TOTAL EDC								144	121,1	119,4
34	CAMPOST	E-POST	2011115	EXIMBANK China	21/07/2011	CNY	433 000 000,00	36	24,0	21,2
35	SIC	1500 Logements sociaux	2011101	EXIMBANK China	12/01/2011	CNY	450 000 000,00	38	24,3	21,3
36	CCAA	PDST AERIEN	2017209	IBRD	20/04/2017	EUR	46 363 447,00	30	63	87
37	SONATREL	Projet de relise à niveau de réseau de transport d'électricité	2017214	IBRD	07/06/2017	EUR	291 100 000,00	191	154,4	175,7
38	SONARA	Projet d'importation du pétrole brut *	2018200	ITFC	19/02/2018	EUR	68 000 000,00	45	-	-
39	SONARA	Projet d'importation du pétrole par la SONARA*	2021225	ITFC	31/12/2021	EUR	83 500 000,00	55	-	19,5
40	ALUCAM	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premiere	2023201	ITFC	29/05/2023	USD	15 000 000,00	9	3,7	7,3
TOTAL EMPRUNTS RETROCEDES								1 518	977,0	984,7

Source : CAA

II.1.3. DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au 30 septembre 2024, la dette intérieure de l'Administration Centrale, y compris les Restes à Payer de plus de trois mois est estimée à 4 081 milliards de FCFA, soit 13,3% du PIB. Celle-ci est constituée à 87,9% de la dette intérieure hors Restes à Payer.

II.1.3.1. ENCOURS DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

L'encours de la dette intérieure, hors Restes à Payer de plus de trois mois, enregistre une baisse de 1,0% en glissement trimestriel, contre des hausses de 0,4% et 2,7% en glissement mensuel et annuel respectivement. Il représente 11,7 % du PIB et connaît des baisses successives de 1,2% en glissement trimestriel et de 2,3% en glissement annuel.

Comme indiqué dans le tableau 5 ci-après, la structure de cette dette intérieure est dominée par les titres publics, qui totalisent 1 952,3 milliards de FCFA, soit 54,4 % de l'encours de la dette intérieure. Suivi de la dette structurée, avec un encours de 825,5 milliards de FCFA (23,0% de la dette intérieure hors Restes à Payer. Enfin, la dette consolidée auprès de la BEAC s'élève à 576,9 milliards de FCFA, soit 16,1% de la dette intérieure hors Restes à Payer et les allocations de DTS de 180 milliards de FCFA, soit 5,0% de la dette intérieure.

II.1.3.2. RESTES A PAYER

Au 30 septembre 2024, après consolidation par la Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire (DGTCFM), l'encours des Restes à Payer (RAP) a reculé de 43,2 milliards de FCFA par rapport à juin 2024, pour atteindre 595,1 milliards de FCFA, soit 1,6 % du PIB. Toutefois, en glissement annuel, cet encours a augmenté de 41,9%.

En détail, les RAP de plus de trois mois ont augmenté de 37,1% par rapport au trimestre précédent et de 128,1% en glissement annuel, pour atteindre 494,6 milliards de FCFA à fin septembre 2024. À l'inverse, les RAP de moins de trois mois ont baissé de 73,3% par rapport à juin 2024 et de 65,0% par rapport à septembre 2023, pour s'établir à 64,5 milliards de FCFA.

Tableau 4 : Encours des Restes à Payer

Libellé	30 septembre 2023 ***	31 décembre 2023 **	31 Mars 2024 ***	30 juin 2024 ***	30 septembre 2024 ***
Restes à Payer de plus de trois mois	216,9	161,5	440,5	360,8	494,6
BIENS ET SERVICES	61,7	46,0	136,2	101,5	113,9
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	50,1	37,3	101,1	84,6	95,4
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	6,2	4,6	14,3	12,0	21,5
AUTRES TRANSFERTS	30,1	22,4	89,2	77,3	168,3
SUBVENTION	21,0	15,6	62,2	53,9	60,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	17,9	13,3	36,1	30,2	34,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	29,8	22,2	1,4	1,4	1,4
Restes à Payer de moins de trois mois	184,0	582,1	181,0	241,5	64,5
BIENS ET SERVICES	46,3	146,4	3,1	35,4	14,4
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	20,7	65,5	5,2	18,5	8,3
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	20,1	63,5	7,2	14,8	3,4
AUTRES TRANSFERTS	56,1	177,5	115,1	111,7	22,2
SUBVENTION	22,3	70,6	45,8	44,4	8,8
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	18,5	58,6	4,7	16,6	7,4
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	-	-	-	-	-
TOTAL Restes à Payer	394,0	743,6	621,5	602,3	559,1

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : DGTCFM/CAA/CNDP

Tableau 5 : Encours de la dette intérieure hors Restes à Payer

Rubriques	30 septembre 2023 ***	31 décembre 2023 **	31 Mars 2024 ***	30 juin 2024 ***	30 septembre 2024 ***
Titres Publics	1 767,2	1 814,5	1 865,2	1 967,7	1 952,3
Bons de Trésor Assimilable	306,4	419,2	447,8	499,8	464,4
OTA	999,6	984,1	1 006,2	1 056,7	1 076,7
OTA 2 ans	43,3	62,8	76,7	76,7	76,7
OTA 3 ans	35,0	45,0	53,2	53,2	53,2
OTA 4 ans	65,0	20,0	20,0	205,8	225,8
OTA 5 ans	603,2	603,2	603,2	442,9	442,9
OTA 6 ans	105,6	105,6	105,6	130,6	130,6
OTA 7 ans	72,7	72,7	72,7	72,7	72,7
OTA 10 ans	74,9	74,9	74,9	74,9	74,9
OT	461,2	411,2	411,2	411,2	411,2
ECMR 6,25% 2022-2029	235,0	235,0	235,0	235,0	235,0
ECMR 2023 - multitranches	176,2	176,200	176,2	176,2	176,2
Emprunt consolidé BEAC	576,9	576,9	576,9	576,9	576,9
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	180,0	180,0	180,0	180,0	180,0
Dette Structurée	914,5	861,8	843,0	844,4	825,5
Dette Structurée Bancaire	375,7	333,7	302,0	290,2	281,0
Dette Bancaire Titrisée	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
ECOBANK	29,8	26,8	25,6	22,6	19,6
PLANUT 1	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
PLANUT 2	25,0	22,0	20,8	17,8	14,8
PLANUT 2 - sustitue BGFI - tranche A	7,5	6,3	5,0	3,8	2,5
PLANUT 2 - sustitue BGFI - tranche B	17,5	15,8	15,8	14,0	12,3
SIC-COFFOR	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
BGFI	12,1	11,0	8,2	6,4	5,3
PLANUT	7,8	6,7	5,7	4,6	3,4
STADE JAPOMA	4,3	4,3	2,6	1,8	1,8
Banque Atlantique Cameroun (PLANUT)	234,2	213,5	196,1	204,7	188,2
PLANUT	62,3	50,5	38,6	26,7	18,8
Cession de créance GREEN OIL	-	-	-	-	-
Cession de créance PAD	76,7	69,8	66,3	62,8	59,2
Cession de créance PAD 2024	-	-	-	20,0	20,0
Cession de créance PAK 2021	20,9	18,9	16,9	16,9	13,8
Cession de créance PAK 2022	23,3	23,3	23,3	20,2	20,2
Cession de créance PAK 2024	-	-	-	9,0	9,0
Cession de créance CAMTEL	24,0	24,0	24,0	22,1	20,2
Cession de créance CSPH	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0
UBA	4,3	2,0	0,2	0,2	0,2
STADE OLEMBE	4,3	2,0	0,2	0,2	0,2
CCA BANK	7,9	6,9	6,9	5,9	17,4
Cession de créance CSPH	-	-	-	-	11,4
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	7,9	6,9	6,9	5,9	5,9
CREDIT FONCIER	25,9	25,9	24,7	24,2	24,2
LOGEMENTS SOCIAUX	9,5	9,5	8,9	8,9	8,9
SIC ETAT SIEGE	16,3	16,3	15,8	15,3	15,3
SCB	8,5	7,3	7,3	6,0	6,0
Pénétrante Est Douala	8,5	7,3	7,3	6,0	6,0
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	51,3	38,6	31,3	18,5	18,5
Cession de créances ENEO 2020	19,4	15,5	11,4	4,9	4,9
Cession de créances ENEO 2021 - Pool de 6 banques	25,1	18,6	15,4	11,3	11,3
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	6,8	4,5	4,5	2,3	2,3
Dette structurée non bancaire	538,73	528,05	541,0	554,2	544,5
Dette titrisée	38,54	38,54	34,73	26,11	20,53
Dette croisée et B.T.P titrisée	38,5	38,5	34,7	26,1	20,5
Droits sociaux ex CAMAIR (16/09/08)	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Droits sociaux ex BIAOC	-	-	-	-	-
PAD	20,0	20,0	20,0	18,5	18,5
SONARA	17,3	17,3	13,5	6,4	6,4
Dette non titrisée	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Dette B.T.P non titrisée	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	438,4	429,20	426,17	449,35	446,22
CNPS	132,2	132,2	132,2	132,2	132,2
Anciennes conventions	69,6	69,6	69,6	69,6	69,6
Immeuble ministériel - CNPS	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7
Avance de trésorerie N°1	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
Avance de trésorerie N°2	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Avance de trésorerie N°3	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Avance de trésorerie N°4	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
ALUCAM	2,9	2,95	2,9	2,9	2,9
PAD	3,0	2,5	1,9	29,0	28,4
Palement guichet DGTCFM	3,0	2,5	1,9	1,3	0,6
Convention N°5 dettes croisées Etat-PAD	-	-	-	27,8	27,8
PAK	-	-	6,1	7,6	7,6
CAMTEL	183,15	175,2	172,2	169,2	169,2
CAMWATER	3,50	3,5	3,5	3,5	2,5
EDC	7,97	8,0	8,0	8,0	8,0
SOPECAM	2,43	2,4	2,4	2,4	2,4
CDE/CAMWATER	18,67	18,7	18,7	18,7	18,7
CAMRAIL	7,7030	7,5	7,5	7,5	7,5
SIC	33,89	33,9	29,9	28,4	27,9
CAMPOST	19,66	19,7	19,2	19,2	18,2
SONATREL	23,26	22,8	21,8	20,8	20,8
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	60,90	59,44	79,22	77,83	76,83
BENEFICIAL (priva.SOCAR)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
ENEO	40,1	40,1	40,1	40,1	40,1
G.I.D.E.P.P.E	0,2	0,0	21,1	19,7	18,7
PAC INTERNATIONAL	5,6	4,3	3,0	3,0	3,0
HYSACAM	7,7	7,7	7,7	7,7	7,7
LES MINOTERIES DU CAMEROUN	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
MARKETERS	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
CORLEY	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
Autres conventions	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Dette Non Structurée	53,3	52,8	52,6	52,3	51,9
Dette Commerciale	11,1	10,9	10,9	10,8	10,8
Dette Locative	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Indemnisations	22,0	21,6	21,4	21,3	21,3
Autres Dettes Non Structurées	9,8	9,8	9,8	9,7	9,4
Total Général	3 491,8	3 486,0	3 517,7	3 621,3	3 586,6

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.2. DETTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

La dette directe des entités publiques a enregistré des baisses respectives de 0,9% par rapport au mois d'août, de 3% par rapport à juin 2024 et de 8% par rapport à septembre 2023. Au 30 septembre 2024, son encours s'élève à environ 2,7% du PIB. Cette dette comprend 58,6% de dette extérieure et 41,4% de dette intérieure.

II.2.1. DETTE INTÉRIEURE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS

La dette intérieure des Entreprises et Etablissements publics est évaluée à 338,1 milliards de FCFA soit 1,1% du PIB au 30 septembre 2024. Cet encours enregistre une diminution de 0,9% en glissement mensuel, 2,6% en glissement trimestriel et 9,8% par rapport à la même période de l'année précédente. Elle est principalement dominée par la dette de la SONARA à hauteur de 67,6%, soit environ 228,8 milliards de FCFA.

Tableau 6 : Encours de la dette intérieure des entreprises et établissements publics

Dettes financières Intérieures des entreprises publiques et parapubliques	30 septembre 2023 ***	31 décembre 2023 **	31 mars 2024 ***	30 Juin 2024 ***	30 septembre 2024 ***
SCDP	-	-	-	-	-
SONARA	250,6	245,3	239,9	234,4	228,8
SONARA Dette Bancaire	221,8	216,5	211,1	205,6	200,0
SONARA Dette Fournisseur	28,8	28,8	28,8	28,8	28,8
CAMAIR-CO	62,4	62,4	62,4	62,4	62,4
CAMTEL	24,8	22,0	19,1	17,1	15,1
CAMWATER	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
CDC	9,4	9,4	9,4	9,4	9,4
FEICOM	7,6	7,6	7,6	7,6	7,6
MEAO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAD	12,2	11,1	9,7	8,3	7,0
SIC	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
SODEPA	N/D	N/D	N/D	N/D	N/D
Total Dette intérieure	374,9	365,6	356,0	347,1	338,1

*** données provisoires non exhaustives - en cours de finalisation

Source : CTR/CAA

II.2.2. DETTE EXTÉRIEURE DIRECTE DES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS, NON AVALISÉE PAR L'ETAT

À fin septembre 2024, l'encours de la dette extérieure des Entreprises et Etablissements publics est estimé à 477,9 milliards de FCFA, soit 1,5% du PIB, marquant une réduction de 0,9% en glissement mensuel, 3,2% par rapport au trimestre précédent et de 6,5% en glissement annuel. Les dettes des entreprises SONARA et CAMAIR-CO dominent cet encours, à hauteur de 95,8 % de la dette extérieure totale des Entreprises et Etablissements publics.

Tableau 7 : Encours de la dette extérieure des entreprises et établissements publics.

Dettes financières extérieures des entreprises publiques et parapublique	30 septembre 2023 ***	31 décembre 2023 **	31 mars 2024 ***	30 Juin 2024 ***	30 septembre 2024 ***
ADC	12,2	11,4	11,4	11,4	11,4
SONARA	425,5	409,7	412,4	410,2	396,3
CAMAIR-CO	61,6	61,6	61,6	61,6	61,6
PAD	12,4	12,1	10,9	10,7	8,6
TOTAL	511,7	494,7	496,3	493,9	477,9

* données définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.3. PASSIFS CONDITIONNELS EXPLICITES DE L'ETAT

Les passifs conditionnels explicites de l'État, principalement constitués de la dette avalisée et des engagements liés aux Partenariats Public-Privé (PPP) se chiffrent à 16,0 % du PIB au 30 septembre 2024. Les PPP représentent presque la totalité de ces passifs, avec une part de 99,9% du montant total.

II.3.1. DETTE AVALISEE PAR L'ETAT

À la fin du troisième trimestre de l'année 2024, l'encours de la dette avalisée par l'Etat est évalué à 5,2 milliards de FCFA. Ce montant reste inchangé en glissements mensuel et trimestriel, mais affiche une diminution de 43,4% en glissement annuel.

Tableau 8 : Encours de la dette avalisée par l'Etat

TYPE DE DETTE	CREANCIER	ENTREPRISE BENEFICIAIRE	30 septembre 2023 ***	31 décembre 2023 **	31 mars 2024 ***	30 juin 2024 ***	30 septembre 2024 ***
Bilatéral	AFD	PAD	0,5	0,2	0,2	-	-
Multilatéral	AFDB	DPDC	-	-	-	-	-
Commercial	FMO	DPDC	-	-	-	-	-
Commercial	IFC	DPDC	-	-	-	-	-
Commercial	AFDB	KPDC	3,7	3,0	3,0	2,2	2,2
Commercial	BDEAC	KPDC	1,3	1,1	1,1	0,8	0,8
Commercial	EIB	KPDC	3,7	2,9	2,9	2,2	2,2
TOTAL EN MILLIARDS DE FCFA			9,2	7,2	7,2	5,2	5,2

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

II.3.2. PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP)

Sous réserve de la mise à jour des données par le CARPA et des entités sectorielles concernées, les investissements réalisés sous forme de PPP représentent environ 15,9% du PIB.

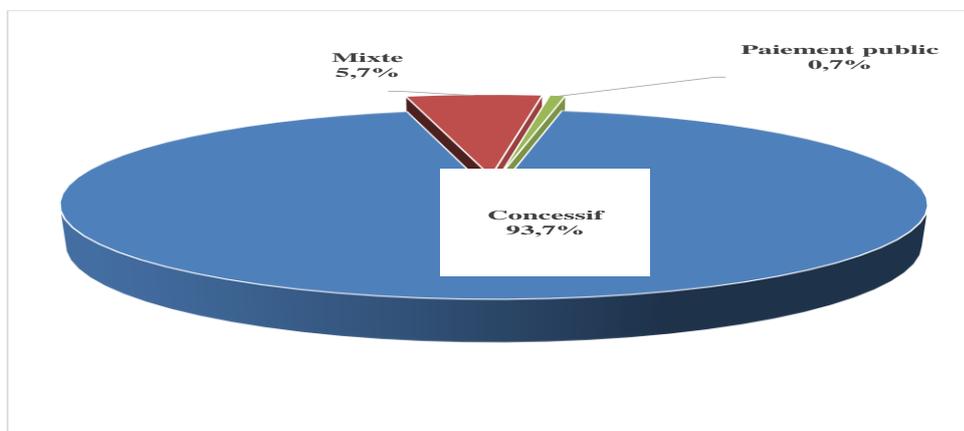
Tableau 9 : Liste des projets signés sous forme de PPP

0	Objet du projet	Partenaire public	Date de signature	Type de PPP	Montant de l'investissement au 31 Décembre 2023 ***	Montant de l'investissement au 31 Mars 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 Juin 2024 ***	Montant de l'investissement au 30 septembre 2024 ***
1	Modernisation du système informatique de la Douane au Cameroun	MINFI	signé le 04/09/2015, et entré en vigueur le 01/06/2017	Paiement public	30,4	30,4	30,4	30,4
2	Kiosques urbains dans la ville de Douala (1400 kiosques)	CUD		Concessif	6,8	6,8	6,8	6,8
3	Construction de 6 immeubles de rapport à Okolo-Yaoundé	CNPS	13/04/2017	Mixte	11	11	11	11
4	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	66,6	66,6	66,6	66,6
5	Projet de mise en place de la couverture santé universelle	MINSANTE	27/08/2020	Concessif	63,47	63,47	63,47	63,47
6	Construction de 14 postes de péage dans les principaux axes routiers du Cameroun	MINTP	18/05/2020	Paiement public	36	0	0	0
7	Financement, conception, construction, exploitation et maintenance Kiosques multifonctions pour la ville de Yaoundé	CUY		Concessif	3,7	3,7	3,7	3,7
8	Projet de financement, conception, construction, aménagement, exploitation et maintenance d'entrepôts publics au Port de Douala-Bonabéri	CCIMA	01/06/2022	Concessif	4,18	4,18	4,18	4,18
9	Contrôle des axes routiers en vue de la réduction des accidents	MINT	18/02/2022	Concessif	11,7	11,7	11,7	11,7
10	Projet de réalisation de Centres hospitaliers ambulatoires à Bertoua et à Douala	MINSANTE	02/12/2021	Concessif	7,7	7,7	7,7	7,7
11	projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi	MINT	24/02/2022	Concessif	2001,0	2001,0	2001,0	2001,0
Total (CARPA)					2 242,5	2 206,5	2 206,5	2 206,5
1	Projet de construction du barrage hydroélectrique de NACHTIGAL	NHPC - Nachtigal Hydro Power Company	01/11/2018	Concessif	787,1	787,1	787,1	787,1
2	Projet de construction du Terminal à conteneur du Port de Kribi	MINT et PAK	27/07/2017	Concessif	725,5	725,5	725,5	725,5
3	construction de magasin de Cale	PAD	01/07/2021	Concessif	16,0	16,0	16,0	16,0
4	Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi	MINT et PAK	25/02/2022	Concessif	202,4	202,4	202,4	202,4
5	Construction du Terminal à marchandise générale	PAK	12/07/1905	Concessif	266,6	266,6	266,6	266,6
6	Construction, gestion et maintenance du marché Congo à Douala	Communauté Urbaine de Douala	12 septembre 2012	Concessif	27,8	27,8	27,8	27,8
7	Réhabilitation du laboratoire central de l'hôpital général de Yaoundé	Hôpital Général de Yaoundé	17 août 2015	Paiement public	1,1	1,1	1,1	1,1
8	Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m3 d'eau /jour dans la ville de Yaoundé	ETAT/ Ministère de l'Eau et de l'Energie	01/12/2014	Concessif	26,0	26,0	26,0	26,0
9	Transport urbain de masse dans la ville de Yaoundé	MINT/CUY	31/08/2016	Mixte	17,0	17,0	17,0	17,0
10	Réhabilitation de la blanchisserie de l'Hôpital Général de Douala	HGD	12/10/2017	Paiement public	0,4	0,4	0,4	0,4
11	Réhabilitation, exploitation et maintenance de l'immeuble CNPS Avenue de Gaulle à Douala	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS)	23 octobre 2017	Concessif	13,0	13,0	13,0	13,0
12	Gare routière de SODIKO	CUD	28/07/2017	Concessif	2,2	2,2	2,2	2,2
13	Autoroute Kribi-Lolabé	MINTP	30/12/2020	Mixte	183,4	183,4	183,4	183,4
14	Projet d'exploitation industrielle du gisement de fer Lobe-Kribi	MINMIDT	06/05/2022	Concessif	420,0	420,0	420,0	420,0
15	Pour Mémoire, le projet de construction du chemin de fer Cameroun-Congo constitué pour la partie camerounaise des phases ci-après : (i) Projet de construction du Terminal minéralier du Port de Kribi d'un montant de 202,4 milliards de FCF; (ii) projet de construction du chemin de fer reliant MBALAM au port de Kribi d'un montant de 2 001,0 milliards de FCFA	MINT et PAK	06/05/2022	concessif	5400,0	5400,0	5400,0	5400,0
Total Général					4 931,1	4 895,1	4 895,1	4 895,1

Source : CAA/CARPA/CNDP

Ce montant exclut le financement du projet de construction de la ligne ferroviaire reliant le Cameroun au Congo, dont le coût total, réparti sur plusieurs phases, est estimé à environ 5 400 milliards de FCFA. Le portefeuille des PPP est constitué de trois grandes catégories : (i) les PPP concessifs, qui représentent 93,67% de ce portefeuille ; (ii) les PPP mixtes, qui en constituent 5,68% ; et (iii) les PPP à paiement public, qui correspondent à 0,65%.

Graphique 3 : répartition du montant total des PPP selon ses différentes formes



Source : CAA/ CARPA /CNDP

Dans le cadre du renforcement du cadre réglementaire régissant les PPP au Cameroun, la Loi établissant le régime général des contrats a été signée en juillet 2023. Cette Loi vise à encadrer les PPP et à atténuer les risques y associés. **(Voir encadré de la page suivante)**

III. SERVICE DE LA DETTE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de septembre 2024, le Gouvernement a payé 76,4 milliards de FCFA pour le règlement du service de la dette, hors Restes à Payer. Sur ce montant, 77,1% a été affecté au remboursement du principal et 22,9% aux paiements des intérêts.

Depuis le début de l'année 2024, le cumul des paiements pour le service de la dette représente 64,9% de l'objectif annuel de 1 631,3 milliards de FCFA, fixé dans la Loi de Finances Révisée (LFR) pour 2024 (hors remboursements de crédits TVA, dettes flottantes et Restes à Payer). De ce montant, 76,4% est destiné au remboursement du principal, et 23,6% au paiement des intérêts. Ce service de la dette est réparti entre 65,9 % pour la dette extérieure et 34,1 % pour la dette intérieure.

Tableau 10 : Service de la dette publique par catégorie de créanciers en milliards de FCFA

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif Septembre 2023 ***			Service effectif Décembre 2023 ***			Cumul service effectif Janvier - Décembre 2023 **			Service effectif Mars 2024 ***			Service effectif Juin 2024 ***			Service effectif Septembre 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2024 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Dettes extérieures	54,9	16,1	71,0	44,9	6,0	50,9	590,0	209,9	799,9	57,4	19,1	76,5	81,9	7,9	89,8	36,7	11,9	48,6	504,8	193,5	698,3
Multilatérale	12,8	6,9	19,7	14,6	2,8	17,4	111,8	58,0	169,8	15,6	9,3	24,8	19,9	3,5	23,4	14,6	7,4	22,0	106,9	56,4	163,3
Bilatérale	29,7	6,4	36,1	25,4	2,2	27,6	369,0	97,6	466,6	31,0	6,3	37,3	33,7	2,1	35,9	15,6	1,8	17,3	298,9	87,5	386,3
Commerciale	12,3	2,9	15,2	4,9	0,9	5,8	109,2	54,4	163,5	10,9	3,5	14,4	28,3	2,3	30,5	6,5	2,8	9,2	99,0	49,6	148,6
Dettes intérieures (hors RAP)	53,5	8,5	62,0	69,0	4,6	73,5	400,4	45,1	445,5	16,0	0,7	16,7	99,4	15,1	114,5	22,2	5,6	27,8	303,9	56,7	360,7
Titres publics (hors BTA)	30,0	6,5	36,5	45,0	-	45,0	208,5	16,8	225,3	-	-	-	72,0	10,7	82,7	-	-	-	160,3	33,6	193,9
dont Obligations de trésor en FCFA détenues par les résidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes structurées	23,3	2,0	25,3	23,9	4,6	28,4	189,1	28,3	217,4	15,9	0,7	16,7	27,3	4,3	31,6	22,1	5,6	27,7	142,7	23,1	165,8
Dettes non structurées	0,2	-	0,2	0,1	-	0,1	2,8	-	2,8	0,0	-	0,0	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1	0,9	-	0,9
Total Dette Publique	108,4	24,6	133,0	113,9	10,5	124,4	990,4	255,0	1 245,3	73,4	19,8	93,2	181,3	23,0	204,3	58,9	17,5	76,4	808,7	250,2	1 058,9
Allègements reçus - Initiative G20 pour lutter contre la COVID-19																					

* données définitives ** données semi-définitive 86,3% 13,7% 100,0%

Source : CAA

Encadré sur les catégories de Partenariats Publics Privés (PPP)

Le Partenariat Public Privé (PPP) est un contrat administratif global, qui autorise une personne publique ou une personne privée chargée d'une mission de service public à confier à un tiers une mission globale incluant, d'une part le financement d'un ouvrage, sa construction ou sa transformation, d'autre part son entretien, son exploitation, sa maintenance, sa gestion.

Au Cameroun, les PPP sont encadrés par plusieurs lois notamment : - La Loi N°2006/012 du 29 Décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariat. Plusieurs décrets accompagnent cette loi notamment celui fixant les modalités d'application (Décret N° 2008/0115/PM du 24 janvier 2008), celui portant organisation et fonctionnement du CARPA (Décret N° 2008/035 du 23 janvier 2008), l'Arrêté N°74/PM du 11 Août 2020 portant création, organisation et fonctionnement des commissions spéciales des contrats de partenariat et la Loi N° 2023 du 25 juillet 2023 introduisant les typologies de PPP.

De manière générale, les PPP se divisent en trois catégories réparties ainsi qu'il suit : les PPP concessifs, les PPP mixtes et les PPP à paiements publics.

(i) Les PPP concessifs qui sont une forme de partenariat public-privé dans laquelle l'État accorde à une entreprise privée le droit exclusif de financer, construire, exploiter et entretenir une infrastructure ou un service public, pour une période déterminée. En d'autres termes, l'entreprise privée obtient la "concession" d'un service ou d'une infrastructure, ce qui signifie qu'elle prend en charge les investissements initiaux et se rémunère principalement grâce aux revenus générés par l'utilisation de ce service par les usagers (comme des péages, des tarifs d'électricité, etc.).

(ii) Les PPP à paiements publics sont une forme de partenariat public-privé dans laquelle l'entreprise privée construit, finance et exploite une infrastructure ou un service pour le compte de l'État, mais contrairement au modèle concessif, elle est payée directement par l'État et non par les usagers. Dans ce modèle, le Gouvernement ou l'entité publique verse des paiements réguliers à l'entreprise privée sur une période déterminée, souvent basés sur des critères de performance et de disponibilité du service.

(iii) Les PPP mixtes combinent des éléments des deux modèles principaux de partenariat public-privé : le PPP concessif et le PPP à paiements publics. Dans ce type de partenariat, une entreprise privée finance, construit et exploite une infrastructure ou un service, mais elle perçoit des revenus à la fois des paiements de l'État et des paiements des utilisateurs. Ce modèle permet de diversifier les sources de revenus, en répartissant les risques et les responsabilités entre le partenaire public et le partenaire privé.

III.1. SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au courant de septembre 2024, un montant de 48,6 milliards de FCFA a été déboursé par l'Etat pour le remboursement de sa dette extérieure. Ces remboursements portent le cumul du service de la dette extérieure sur les trois premiers trimestres à 720,3 milliards de FCFA, soit 87,3% des prévisions de la Loi de Finances Révisée pour 2024, dont 72,1% réglé au titre du principal. A date, toutes les échéances de dette extérieure ont été payées et il n'existe pas d'arriérés de dette extérieure.

L'analyse par créancier montre que 53,7% du service est payé en faveur des partenaires bilatéraux, 22,6% aux bailleurs de fonds multilatéraux, et 20,6% au profit des créanciers commerciaux.

Tableau 11 : Service de la dette extérieure

(Montant en milliards de FCFA)	Service effectif	Service effectif	Cumul service effectif			Service effectif	Service effectif	Service effectif			Cumul service effectif		
	Septembre 2023 ***	Décembre 2023 ***	Janvier - Décembre 2023 **			Mars 2024 ***	Juin 2024 ***	Septembre 2024 ***			Janvier - Septembre 2024 ***		
	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Total	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Multilatéral	19,7	17,4	111,8	58,0	169,8	24,8	23,4	14,6	7,4	22,0	106,9	56,4	163,3
BAD	8,0	1,3	22,0	17,3	39,4	9,5	1,4	6,3	4,2	10,4	26,0	25,8	51,8
BADEA	0,7	0,3	2,0	0,4	2,4	0,7	0,3	0,6	0,1	0,7	1,7	0,3	2,0
BDEAC	-	3,0	5,4	2,6	8,0	-	3,0	-	-	-	4,2	1,4	5,5
BEI	0,8	1,0	3,9	0,6	4,5	0,8	1,0	0,6	0,1	0,8	2,5	0,4	2,9
BID	-	4,0	7,5	1,1	8,6	4,2	5,1	-	-	-	7,6	3,1	10,7
BIRD	-	-	1,4	11,5	12,9	-	-	-	-	-	4,4	8,4	12,8
FAD	1,6	0,1	5,3	3,7	9,0	1,7	0,3	1,1	0,6	1,7	5,4	3,1	8,6
FED	-	-	0,2	0,0	0,2	-	-	-	-	-	0,1	0,0	0,1
FIDA	0,3	-	1,3	0,5	1,7	0,4	-	0,2	0,2	0,4	1,2	0,5	1,7
FMI	-	6,6	33,4	5,3	38,8	-	11,1	-	-	-	39,8	8,7	48,6
FSN	-	-	0,1	0,0	0,1	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,1
FSOPEP	0,1	0,1	2,7	0,4	3,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	1,4	0,2	1,6
IDA	8,3	0,9	26,6	14,5	41,1	7,5	1,0	5,6	2,3	7,9	27,1	11,9	39,0
Bilatéral	36,1	27,6	369,0	97,6	466,6	37,3	35,9	15,6	1,8	17,3	298,9	87,5	386,3
AFD	6,5	16,4	72,8	11,2	84,0	7,8	16,3	6,2	0,3	6,5	42,3	6,8	49,2
BELGIQUE	-	1,0	1,2	-	1,2	-	0,2	-	-	-	0,2	-	0,2
EXIMBANK CHINE	22,3	-	232,2	70,3	302,6	22,2	-	7,4	1,2	8,6	208,8	68,0	276,8
EXIMBANK CORREE	-	0,2	1,3	0,4	1,7	-	0,2	-	-	-	0,6	0,2	0,8
EXIMBANK INDE	4,5	0,0	6,1	3,8	9,9	4,6	-	-	-	-	3,8	2,4	6,1
EXIMBANK USA	1,8	-	5,6	1,3	6,9	1,7	-	1,5	0,1	1,7	4,3	0,8	5,2
EXIMBANK Turquie	0,1	-	11,3	6,5	17,9	-	-	-	-	-	11,5	6,3	17,8
FKDEA	-	-	1,5	0,3	1,7	-	-	-	-	-	1,1	0,2	1,3
France	-	5,8	26,7	3,0	29,8	-	15,4	-	-	-	19,7	2,3	22,0
FSD	0,4	-	1,1	0,1	1,2	0,4	-	-	-	-	2,1	0,0	2,2
HERMES	-	0,4	0,8	0,1	0,9	-	0,5	-	-	-	0,4	0,0	0,5
JICA	0,5	0,2	1,4	0,2	1,6	0,5	0,1	0,5	0,1	0,5	1,0	0,2	1,2
KFW	-	0,6	1,1	0,1	1,2	-	0,6	-	-	-	0,5	0,1	0,6
SERV	-	0,1	0,2	0,0	0,3	-	0,1	-	-	-	0,1	0,0	0,1
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	-	2,3	4,4	0,2	4,7	-	2,3	-	-	-	2,2	0,1	2,3
Espagne /ICO	0,1	0,4	1,3	0,0	1,3	0,1	0,1	-	-	-	0,1	0,0	0,1
Commercial	15,2	5,8	109,2	54,4	163,5	14,4	30,5	6,5	2,8	9,2	99,0	49,6	148,6
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	0,2	-	0,7	0,7	0,2	0,6	-	-	-	-	0,7	0,7
Bank of China	3,4	0,0	20,9	7,5	28,4	5,1	0,0	2,8	2,2	5,0	20,6	9,1	29,7
BELFIUS BANQUE SA	3,1	-	8,1	1,5	9,6	3,4	-	-	-	-	4,2	0,8	5,0
Commerzbank	-	-	-	-	-	-	4,4	-	-	-	3,5	0,8	4,4
DEUTSCHE BANQUE ESPAGNE	0,0	0,0	11,7583	1,9050	13,7	0,0	-	-	-	-	5,5	1,8	7,2
Eurobond N°1 et N° 2	-	-	30,9	34,9	65,8	-	-	-	-	-	-	-	29,8
INTESA/CLIFFORD	4,6	4,0	15,8	1,8	17,6	2,7	4,0	3,1	0,5	3,5	9,2	1,8	11,0
ITFC	-	-	4,3	0,2	4,5	-	19,7	-	-	-	45,3	0,7	46,0
RAIFFESSEN BANK	-	0,2	0,3	0,1	0,3	-	0,2	-	-	-	0,1	0,0	0,2
Société Générale / Eximbank USA	1,0	-	-	1,0	1,0	-	-	-	-	-	-	-	-
STANDARD CHARTERED BANK	0,7	-	11,0	3,5	14,5	0,7	0,0	0,6	0,1	0,7	7,0	3,5	10,6
BMCE Bank	2,4	1,4	6,2	1,3	7,5	2,3	1,7	-	-	-	3,5	0,5	4,0
Unicredit Bank	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-	-	0,0	0,0
Non résidents ECMR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	71,0	50,9	590,0	209,9	799,9	76,5	89,8	36,7	11,9	48,6	519,4	200,9	720,3

* données définitives

** données semi-définitives

*** données provisoires

Source : CAA

III.2. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

III.2.1. SERVICE DE LA DETTE INTERIEURE HORS RESTES A PAYER

Au cours du mois de septembre 2024, le Trésor public a réglé 27,8 milliards de FCFA au titre du paiement du service de la dette intérieure de l'État (hors Restes à Payer et BTA). De ce montant, 79,8% ont été consacrés au remboursement du principal, et 20,2% au paiement des intérêts. Ce montant est en hausse de 239,02% en glissement mensuel, ainsi qu'une baisse de 75,7% par rapport à juin 2024 et de 55,2% par rapport à septembre 2023.

Sur les neuf premiers mois de l'année, les paiements effectués au titre du service de la dette intérieure, se chiffrent à 361 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 43,7% par rapport aux 826,3 milliards de FCFA inscrits dans la Loi de Finances Révisée de 2024. Ce règlement est constitué à 84,2% du principal et 15,8% des intérêts.

Tableau 12 : Service de la dette intérieure hors Restes à Payer

(Montant en milliards de FCFA)	Cumul service effectif Janvier - Décembre 2023 **			Service effectif Mars 2024 ***			Service effectif Juin 2024 ***			Service effectif Septembre 2024 ***			Cumul service effectif Janvier - Septembre 2024 ***		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Titres Publics (hors remboursement BTA)	208,5	16,8	225,3	-	-	-	72,0	10,7	82,7	-	-	-	160,3	33,6	193,9
Bons de Trésor Assimilable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions	741,8	-	741,8	23,0	-	23,0	168,2	-	168,2	-	-	-	546,6	-	546,6
Remboursements	553,8	-	553,8	15,1	-	15,1	94,3	-	94,3	-	-	-	479,2	-	479,2
Financement net	199,2	-	199,2	7,9	-	7,9	73,9	-	73,9	-	-	-	67,4	-	67,4
Obligation de Trésor Assimilable	158,5	16,8	175,3	-	-	-	72,0	-	72,0	-	-	-	160,3	8,2	168,5
OTA 3 ans	-	12,9	12,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 4 ans	45,0	-	45,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,2	8,2
OTA 5 ans	30,0	-	30,0	-	-	-	72,0	-	72,0	-	-	-	160,3	-	160,3
OTA 6 ans	83,5	4,0	87,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligation de Trésor (Emprunts obligataires)	50,0	-	50,0	-	-	-	-	10,7	10,7	-	-	-	-	25,4	25,4
ECMR 5.5% 2018-2023	50,0	-	50,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 6.25% 2022-2029	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 2023 - multitranches	-	-	-	-	-	-	10,75	10,7	-	-	-	-	-	25,4	25,4
Emprunt consolidé BEAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allocation de DTS (FMI-BEAC)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Structurée	189,1	28,3	217,41	15,9	0,7	16,7	27,3	4,3	31,6	22,1	5,6	27,7	142,7	23,1	165,8
Dette Structurée Bancaire	126,8	19,6	147,4	14,3	0,7	15,0	20,2	1,8	22,1	15,4	3,2	18,6	93,1	12,0	105,1
ECOBANK	14,6	2,0	16,6	-	-	-	-	-	-	1,8	0,2	1,9	7,3	0,7	8,0
PLANUT	2,6	0,0	2,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PLANUT 2	12,0	2,0	14,0	-	-	-	-	-	-	1,8	0,2	1,9	7,3	0,7	8,0
PLANUT 2 - substituée BCFI - tranche A	5,0	0,9	5,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,8	0,4	4,1
PLANUT 2 - substituée BCFI - tranche B	7,0	1,1	8,1	-	-	-	-	-	-	1,8	0,2	1,9	3,5	0,3	3,8
BGFI	9,8	2,4	12,2	0,8	0,0	0,8	-	-	-	1,1	0,9	2,1	5,8	2,1	7,8
PLANUT	7,1	2,2	9,3	-	-	-	-	-	-	1,1	0,9	2,1	3,3	1,9	5,2
PROMOTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
JAPOMA	2,7	0,2	2,9	0,8	0,0	0,8	-	-	-	-	-	-	2,5	0,1	2,6
Banque Atlantique Cameroun	57,8	11,2	69,9	4,0	0,3	4,2	9,4	1,2	10,6	12,5	1,9	14,4	54,2	7,3	61,6
PLANUT	39,6	5,1	44,7	4,0	0,3	4,2	4,0	0,2	4,1	4,0	0,1	4,0	31,7	1,9	33,6
Cession de créance GREEN OIL	5,2	0,2	3,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de créance PAD	6,9	2,7	9,6	-	-	-	3,6	0,8	4,3	3,6	0,7	4,3	10,6	2,3	13,0
Cession de créance PAK 2021	5,9	1,4	7,2	-	-	-	-	-	-	3,1	0,4	3,5	5,1	0,7	5,8
Cession de créance PAK 2022	-	0,6	0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,1	0,5	3,5
Cession de créance CAMTEL	0,3	0,3	0,6	-	-	-	1,9	0,3	2,2	1,9	0,3	2,2	3,8	0,8	4,6
Cession de créance CSPH	-	1,1	1,1	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	-	1,1	1,1
UBA	4,4	0,4	4,8	1,8	0,1	1,9	-	-	-	-	-	-	1,8	0,1	1,9
STADE OLEMBE	4,4	0,4	4,8	1,8	0,1	1,9	-	-	-	-	-	-	1,8	0,1	1,9
CCA BANK	2,0	0,3	2,3	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	1,0	0,4	1,5
CCA/CSPH/MINFI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	0,2	-	-	-
FCP coût résiduel achèvement Stade OLEMBE	2,0	0,3	2,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	0,3	1,3
CREDIT FONCIER	2,7	0,1	2,7	0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-	1,7	0,1	1,7
LOGEMENTS SOCIAUX	1,5	-	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,7	0,1	0,7
SIC ETAT SIEGE	1,2	0,1	1,2	0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-	1,0	-	1,0
SCB	2,5	0,6	3,1	-	-	-	1,3	0,3	1,5	-	-	-	1,3	0,3	1,5
Pénétrante Et Douala	2,5	0,6	3,1	-	-	-	1,3	0,3	1,5	-	-	-	1,3	0,3	1,5
SOCIETE GENERALE CAMEROUN	33,1	2,5	35,6	7,3	0,3	7,6	9,6	0,4	9,9	-	0,0	0,0	20,1	1,0	21,1
Cession de créances ENEO 2020	15,6	0,8	16,4	4,0	0,1	4,1	3,2	0,2	3,5	-	-	-	10,5	0,6	11,1
Cession de créances ENEO 2021	13,0	1,4	14,4	3,2	0,3	3,5	4,1	0,0	4,1	-	0,0	0,0	7,3	0,3	7,6
Cession de créances TOTAL CAMEROUN	4,5	0,3	4,8	-	-	-	2,3	0,1	2,3	-	-	-	2,3	0,1	2,3
Dette structurée non bancaire	62,3	8,6	70,9	1,6	0,0	1,7	7,0	2,5	9,5	6,7	2,4	8,6	49,6	11,1	58,2
Dette titrisée	18,5	7,3	25,8	0,0	0,0	0,0	4,5	2,5	7,0	3,6	2,4	8,0	27,5	11,1	37,2
Dette croisée et B.T.P titrisée	3,5	2,4	5,9	0,0	0,0	0,0	3,2	1,8	5,1	5,6	2,4	8,0	18,9	9,7	28,6
Dette ASAC titrisée	0,8	0,3	1,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits sociaux ex CAMAIR (16/09/08)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits sociaux ex BIAOC	0,0	-	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PAD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5	-	-
Dette non titrisée	43,8	1,3	45,1	1,6	-	1,6	2,5	-	2,5	1,1	-	0,6	22,1	-	21,1
Dette B.T.P non titrisée	0,8	0,1	0,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette vis-à-vis des Ent. Publ.et Parapubliques	29,0	0,3	29,3	1,6	-	1,6	2,5	-	2,5	1,1	-	0,6	18,4	-	17,4
PAD	2,3	-	2,3	0,6	-	0,6	-	-	-	0,6	-	0,6	1,9	-	1,9
Palement guichet DGTFCM/Jean de Nul	2,3	-	2,3	0,6	-	0,6	-	-	-	0,6	-	0,6	1,9	-	1,9
CAMTEL	18,7	0,3	19,0	-	-	-	2,0	-	2,0	-	-	-	6,0	-	6,0
CAMWATER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,0	-	1,0
SIC	5,3	-	5,3	0,5	-	0,5	0,5	-	0,5	-	-	-	6,0	-	6,0
CAMPOST	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,5	-	-	1,5	-	0,5
SONATREL	2,5	-	2,5	0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-	2,0	-	2,0
Dette vis-à-vis des Ent. Privées	14,0	0,9	14,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,7	-	3,7
ENEQ-HGD	0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
G.I.D.E.P.P.E	3,2	-	3,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,4	-	2,4
PAC INTERNATIONAL	5,1	-	5,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,3	-	1,3
HYSACAM	4,7	-	4,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MARKETERS	0,5	0,9	1,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CORLEY (Marketer)	0,5	-	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GREEN OIL	-	0,9	0,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette Non Structurée	2,8	-	2,8	0,0	-	0,0	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1	0,9	-	0,9
Dette Commerciale	0,5	-	0,5	0,0	-	0,0	-	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Dette Locative	0,0	-	0,0	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0
Indemnités	2,2	-	2,2	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,3	-	0,3
Autres Dette Non Structurée	0,0	-	0,0	-	-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	0,1	0,5	-	0,5
Total Général	400,4	45,1	445,5	16,0	0,7	16,7	99,4	15,1	114,5	22,2	5,6	27,8	303,9	56,7	360,7

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

III.2.2. VARIATION DES RESTES A PAYER

À fin septembre 2024, le niveau des Restes à Payer est identique au montant arrêté à fin août 2024 en attente de la consolidation des informations par la Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire. Toutefois, comme indiqué dans le tableau 13 ci-après, à fin août 2024, ces Restes à Payer ont été réduits de 36 milliards de FCFA par rapport au niveau de juillet 2024. Depuis le début de l'année 2024, les Restes à Payer ont été réduits de 184,5 milliards de FCFA, dont une augmentation des Restes à Payer de plus de 3 mois de 333 milliards de FCFA et une réduction des Restes à Payer de moins de 3 mois de 517 milliards de FCFA.

Tableau 13 : Variations mensuelles des Restes à Payer (en milliards de FCFA)

Restes à Payer de plus de trois mois	31 janvier 2024 ***	29 février 2024 ***	31 Mars 2024 ***	30 avril 2024 ***	31 mai 2024 ***	30 juin 2024 ***	31 juillet 2024 ***	31 août 2024 ***	30 septembre 2024 ***
Restes à Payer de plus de trois mois	-	-	279,0	-	- 79,7	-	117,1	16,7	-
BIENS ET SERVICES	0,0	0,0	90,2	0,0	-34,7	0,0	33,2	-20,8	0,0
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	0,0	0,0	63,7	0,0	-16,5	0,0	27,7	-16,9	0,0
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	0,0	0,0	9,7	0,0	-2,4	0,0	4,1	5,4	0,0
AUTRES TRANSFERTS	0,0	0,0	66,8	0,0	-11,9	0,0	25,4	65,6	0,0
SUBVENTION	0,0	0,0	46,6	0,0	-8,3	0,0	17,5	-11,4	0,0
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,0	0,0	22,7	0,0	-5,9	0,0	9,8	-5,9	0,0
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,0	0,0	-20,8	0,0	0,0	0,0	-0,6	0,6	0,0
Restes à Payer de moins de trois mois	-	-	- 401,1	-	60,5	-	- 124,2	- 52,8	-
BIENS ET SERVICES	0,00	0,00	-143,40	0,00	32,36	0,00	-18,22	-2,77	0,00
INVESTISSEMENTS ET FONDS DE CONTREPARTIE	0,00	0,00	-60,29	0,00	13,35	0,00	-9,54	-0,71	0,00
AUTRES DEPENSES DU PERSONNEL	0,00	0,00	-56,29	0,00	7,56	0,00	-7,60	-3,82	0,00
AUTRES TRANSFERTS	0,00	0,00	-62,41	0,00	-3,38	0,00	-57,48	-32,06	0,00
SUBVENTION	0,00	0,00	-24,81	0,00	-1,35	0,00	-22,85	-12,74	0,00
PARTICIPATION ET RESTRUCTURATION	0,00	0,00	-53,95	0,00	11,95	0,00	-8,54	-0,64	0,00
DETTE INTERIEURE RESEAU BUDGET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total (en milliards de FCFA)	-	-	- 122,1	-	- 19,2	-	- 7,2	- 36,0	-

Source : CAA/CNDP

IV. EVOLUTION DES ENGAGEMENTS ET DES NOUVEAUX EMPRUNTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

IV.1. NOUVEAUX ENGAGEMENTS SIGNES

Le mois de septembre 2024 n'a enregistré aucun nouvel engagement. Cependant, au cours du troisième trimestre de 2024, le Gouvernement a signé trois (03) conventions de financement d'un montant total de 268,8 milliards de FCFA, portant ainsi à dix (10) le nombre total de prêts projets contractés depuis le début de l'année.

Ces engagements cumulés sont estimés à environ 1 079,2 milliards de FCFA, dont 755,4 milliards de FCFA de prêts projets, soit un taux de réalisation de 79,5% par rapport à l'objectif annuel (LFR 2024). Pour rappel, le plafond d'engagements sur prêts projets est fixé à 950 milliards de FCFA. Parmi ces engagements, 60,1% sont non concessionnels et 39,9% sont concessionnels.

Tableau 14 : Engagements signés en 2024

N°	Nom du projet	Date signature du décret	Date signature de la convention	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA à la date de signature	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30/09/24)
1	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomil-Kribi	22/08/2023	11/01/2024	Standard Chartered Bank	EUR	11,94	7,83	7,83
2	Projet d'aménagement de 15 280 hectares de perimetres hydroagricoles dans la localités de Mberé, Vina et du Faro et Deo, Région de l'Adamaoua		30/01/2024	Standard Chartered Bank/ UK Export Finance	EUR	76,23	50,00	50,00
3	Projet d'aménagement de 15 280 hectares de perimetres hydroagricoles dans la localités de Mberé, Vina et du Faro et Deo, Région de l'Adamaoua		30/01/2024	Standard Chartered Bank	EUR	2,89	1,89	1,89
4	Projet régional d'amélioration de la performance du corridor rail/route Douala/Ndjaména		24/02/2024	IDA	EUR	275,90	180,98	180,98
5	Projet d'aménagement territorial et de promotion du secteur privé de la région de l'Extreme Nord		12/04/2024	BAD	EUR	203,11	133,23	133,23
6	Projet de constitution d'un Parc intercommunal d'engins de genie civil et hydraulique	03/04/2024	22/05/2024	Standard Chartered Bank / US Exim / PEFCO	USD	72,86	43,72	42,91
7	Projet de constitution d'un Parc intercommunal d'engins de genie civil et hydraulique	03/04/2024	22/05/2024	Standard Chartered Bank	USD	18,75	11,25	11,04
8	Projet de mobilite urbaine de Douala	22/07/2024	22/07/2024	IDA	USD	217,10	135,00	127,84
9	Projet de mobilite urbaine de Douala	22/07/2024	22/07/2024	BIRD	USD	202,30	126,00	119,13
10	Emission d'obligations internationales	22/07/2024	31/07/2024	Eaton Vance/ Blackrock/ Citigroup/Aberdeen/ Millennium Management Global Investment	USD	550,00	333,52	323,88
11	Projet d'interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (PIRECT)	14/05/2024	02/08/2024	BID	EUR	122,73	80,51	80,51
TOTAL							1 103,9	1 079,2
dont (1) prêts projets							770,4	755,4
non concessionnel							454,4	446,5
concessionnel							316,0	308,8
dont (2) appels budgétaires							-	-
dont (3) Emission d'obligations internationales							333,5	323,9

Source : CAA/CNDP

IV.2. DECRETS D'HABILITATION

A fin septembre 2024, trois (03) décrets d'habilitation ont été signés par le Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, pour un montant d'environ de 165,1 milliards de FCFA et les conventions de financement y relatives sont en attente de signature entre le Gouvernement et les Partenaires Financiers.

La convention signée en 2021 pour le projet d'extension du plan du système intelligent de vidéosurveillance est en cours d'annulation, suite au retrait du partenaire financier initial. Les négociations se poursuivent pour la contractualisation avec une autre partenaire financier.

Tableau 15 : Décrets d'habilitation signés en instance

N°	Nom du projet	Date du décret	Bailleur	Devise	Montants en millions de devise	Montants en Milliards de FCFA affichés dans la publication	Montants en Milliards de FCFA (évaluation au 30 septembre 2024)
1	Projet d'extension au plan national du système intelligent de vidéosurveillance urbaine (phase II)	29/12/2021	China Construction Bank	EUR	50,0	32,8	32,9
2	Projet de Construction de la route Olama-Kribi, tronçon Bingambo-Grand-Zambi	14/06/2022	FADD	USD	3,0	1,7	1,8
3	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomli-Kribi	04/08/2023	Standard Chartered Bank	EUR	198,8	130,4	130,4
GRAND TOTAL						164,9	165,1

Source : CAA/CNDP

IV.3. DECAISSEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au cours du mois de septembre 2024, les décaissements de l'Administration Centrale sont estimés à 66,2 milliards de FCFA, dont à 8,4 milliards de FCFA de tirages extérieurs.

IV.3.1. Décaissements sur financements intérieurs

En septembre 2024, les décaissements sur les financements ont porté sur 57,8 milliards de FCFA, y compris les BTA de 37,8 milliards de FCFA. Le cumul des décaissements sur financements intérieurs pour les neuf premiers mois de l'année en cours se chiffre ainsi à 837,3 milliards de FCFA.

Tableau 16 : Décaissements sur emprunts intérieurs

Rubriques	Montants engagés	Septembre 2023 ***	Total 2023 ***	Janvier 2024 ***	Février 2024 ***	Mars 2024 ***	Avril 2024 ***	Mai 2024 ***	Juin 2024 ***	Juillet 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2024 ***	Total 2024 ***
(Montants en milliards de FCFA)													
Titres Publics		110,0	1 024,6	119,3	53,9	31,2	69,0	248,8	193,2	26,2	37,9	57,8	837,3
Bons de Trésor Assimilables (BTA)		75,0	741,8	119,3	40,0	23,0	69,0	63,0	168,2	26,2	37,9	37,8	584,4
BTA 13 Semaines		75,0	222,5	-	-	-	21,2	24,2	-	-	37,9	18,9	102,2
BTA 26 Semaines		-	444,8	119,3	40,0	23,0	47,8	38,7	168,2	26,2	-	18,9	482,2
BTA 52 Semaines		-	74,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations de Trésor		35,0	282,8	-	13,9	8,2	-	185,8	25,0	-	-	20,0	252,9
OTA (BEAC)		35,0	106,6	-	13,9	8,2	-	185,8	25,0	-	-	20,0	252,9
OTA 2 ans		-	19,5	-	13,9	-	-	-	-	-	-	-	13,9
OTA 3 ans		-	10,0	-	-	8,2	-	-	-	-	-	-	8,2
OTA 4 ans		-	-	-	-	-	-	185,8	-	-	-	20,0	205,8
OTA 5 ans		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 6 ans		15,0	57,0	-	-	-	-	-	25,0	-	-	-	25,0
OTA 7 ans		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OTA 10 ans		20,0	20,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OT (BVMAC)		-	176,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 5,5% 2016-2021		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 5,5% 2018-2023		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 6,25% 2022-2029		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECMR 2023 - multitranches		-	176,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt BEAC- avances statutaires (PM)		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allocation de DTS (FMI-BEAC)		-	60,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Endettement Direct Bancaire		405,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PLANUT		385,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAN 2021		48,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pénétrante Est Douala		10,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres conventions		20,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général		110,0	1 084,6	119,3	53,9	31,2	69,0	248,8	193,2	26,2	37,9	57,8	837,3

Source : CAA

IV.3.2. Décaissements sur financements extérieurs

Le cumul des décaissements sur financements extérieurs de janvier à septembre 2024 est évalué à 1 000,2 milliards de FCFA. Ce montant enregistre une hausse de 44,7% en glissement annuel et se justifie principalement par : (i) l'émission internationale auprès d'AFREXIMBANK pour un montant total de 131,1 milliards de FCFA en janvier 2024 et, (ii) le placement privé/eurobond auprès de la CITI GROUP, pour un montant de 333,5 milliards de FCFA en juillet 2024 dédié au remboursement partiel des Restes à Payer.

IV.3.2.1. Décaissements par bailleur

De la répartition des tirages par bailleur, il ressort qu'au mois de septembre 2024, les tirages extérieurs ont été effectués sur des ressources provenant principalement des bailleurs de fonds multilatéraux à hauteur de 76,8%, dont 81,5% décaissés auprès du guichet IDA de la Banque mondiale et, 15% auprès du groupe de la BID. Les tirages auprès des partenaires bilatéraux se sont effectués uniquement auprès d'EXIM BANK Inde.

Tableau 17 : Décaissements sur emprunts extérieurs par bailleur

Rubriques	Septembre 2023 ***	Total 2023 **	juillet 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2024 ***	Total 2024 ***
Montants en millions de FCFA						
Multilatéral	27 465	494 883	90 346	22 904	6 481	336 641
BAD	3 533	83 732	1 283	397	225	33 796
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	-	23 317	65	113	-	1 112
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	-	-	-	-	-	-
BADEA	-	5 280	1 298	-	-	1 308
BDEAC	-	3 998	2 442	2 500	-	5 434
BID	14 249	37 555	804	2 160	973	9 540
BIRD	2 324	88 180	189	-	-	49 254
<i>dont Appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-
FAD	42	10 261	283	10	-	20 428
FIDA	-	4 721	-	-	-	3 723
FMI	-	133 630	71 815	-	-	71 815
<i>dont appuis budgétaires PEF 2017-2020</i>	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires COVID-19</i>	-	-	-	-	-	-
<i>appuis budgétaires FCE-PEF 2021-2023</i>	-	44 543	14 731	-	-	14 731
<i>appuis budgétaires MEDC-PEF 2021-2023</i>	-	89 086	29 462	-	-	29 462
<i>appuis budgétaires FRD 2024-2025</i>	-	-	27 621	-	-	27 621
IDA	7 317	127 526	12 233	17 837	5 283	141 344
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	-	-	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	771	157 174	-	-	1 950	127 308
ALLEMAGNE	-	576	-	-	-	768
FRANCE	-	26 437	-	-	-	32 127
<i>dont appuis budgétaires PEF</i>	-	26 238	-	-	-	26 238
Japon	690	4 463	-	-	-	3 783
Corée du Sud	81	81	-	-	-	-
EXIMBANK DE CHINE	-	109 547	-	-	-	86 309
EXIMBANK TURQUE	-	-	-	-	-	-
INDE	-	14 299	-	-	1 950	4 321
KOWEÏT	-	1 772	-	-	-	-
Commercial	-	38 835	339 546	-	-	536 296
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	-	4 519	-	-	-	131 191
Belfius	-	7 853	-	-	-	651
BMCE Bank	-	985	-	-	-	-
CDS group privaie Nouvelle Zelande	-	-	-	-	-	-
CITI GROUP	-	-	333 516	-	-	333 516
Comercial-eurobond	-	-	-	-	-	-
Commez bank Allemagne	-	-	-	-	-	-
Deutsche banque Espagne	-	2 548	-	-	-	3 375
Inter Islamic trade Finance Corporation	-	16 942	-	-	-	55 446
Standard Chartered Londres	-	5 989	6 030	-	-	12 116
Total Général	28 237	690 893	429 892	22 904	8 431	1 000 244

Source : CAA

IV.3.2.2. Décaissements par concessionnalité

Selon la définition du FMI, un prêt est dit concessionnel si son élément don (rapport exprimé en pourcentage, de l'écart entre la valeur initiale et la valeur actualisée du prêt, divisé par la valeur initiale du prêt) est supérieur ou égal à 35%.

Au cours du mois de septembre 2024, les décaissements extérieurs sont constitués de 93% des prêts projets et de 7% des appuis budgétaires (sectoriels, BIRD). Près de 67% de ces décaissements sont des ressources concessionnelles et 32,9% des ressources non concessionnelles.

De janvier à septembre 2024, les prêts projets et appuis budgétaires représentent respectivement 38,1% et 9,9% des décaissements totaux sur la période. Quant aux financements exceptionnels destinés à la réduction des Restes à Payer, et des prêts à court terme SONARA, ils représentent successivement 46,5% et 5,5% du montant global desdits décaissements.

Tableau 18 : Décaissements par type de concessionnalité (en millions de FCFA)

Rubriques	Total 2023 ***	Janvier 2024 ***	Février 2024 ***	Mars 2024 ***	Avril 2024 ***	Mai 2024 ***	Juin 2024***	Juillet 2024***	Août 2024 ***	Septembre 2024 ***	Total 2024 ***
Montants en millions de FCFA											
Multilatéral	494 883	23 748	28 198	62 415	28 895	22 803	50 850	90 346	22 904	6 481	336 641
Concessionnel	330 682	4 507	4 891	29 423	17 882	19 857	46 092	85 758	17 518	3 294	229 223
<i>dont Appuis budgétaires</i>	133 630	-	444	-	-	353	137	71 879	-	588	73 402
<i>FMI</i>	133 630	-	-	-	-	-	-	71 815	-	-	71 815
<i>BIRD</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	588	588
<i>BAD</i>	-	-	444	-	-	353	137	65	-	-	999
<i>IDA</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Non Concessionnel	164 202	19 241	23 307	32 992	11 013	2 946	4 757	4 588	5 386	3 187	107 417
<i>dont Appuis budgétaires</i>	23 317	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>BAD</i>	23 317	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bilatéral	157 174	20 403	3 148	1 526	-	28 613	71 668	-	-	1 950	127 308
Concessionnel	33 130	392	-	1 526	-	26 238	2 633	-	-	-	30 789
<i>dont Appuis budgétaires AFD</i>	26 238	-	-	-	-	26 238	-	-	-	-	26 238
Non Concessionnel	124 045	20 011	3 148	-	-	2 375	69 036	-	-	1 950	96 519
Commercial	21 893	131 191	651	-	6 217	2 232	1 013	339 546	-	-	480 850
Concessionnel	6 973	-	-	-	6 087	-	-	6 002	-	-	12 089
Non Concessionnel	14 920	131 191	651	-	130	2 232	1 013	333 543	-	-	468 760
<i>dont émission internationales</i>	-	-	-	-	-	-	-	333 543	-	-	333 543
<i>dont prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure</i>	-	131 191	-	-	-	-	-	-	-	-	131 191
<i>dont eurobond 2021</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont financement vaccination COVAX et AVAT</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total prêts à moyen terme	673 951	175 343	31 996	63 941	35 112	53 649	123 531	429 892	22 904	8 431	944 798
Total appuis budgétaires	183 185	-	444	-	-	26 591	137	71 879	-	588	99 640
Total hors appuis budgétaires	490 766	175 343	31 552	63 941	35 112	27 057	123 393	358 013	22 904	7 843	845 158
<i>dont</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(1) Total prêts projets	490 766	44 151	31 552	63 941	35 112	27 057	123 393	24 469	22 904	7 843	380 423
Concessionnel	237 155	4 899	4 447	30 949	23 969	19 504	48 588	19 881	17 518	2 706	172 461
Non Concessionnel (hors eurobond & prêt Afreximbank pour RAP dette intérieure)	253 610	39 252	27 105	32 992	11 143	7 553	74 806	4 588	5 386	5 137	207 962
(2) Eurobond	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(3) Prêt Afreximbank pour RAP Dette Intérieure	-	131 191	-	-	-	-	-	-	-	-	131 191
(4) Emissions internationales	-	-	-	-	-	-	-	333 543	-	-	333 543
Prêts à court terme	16 942	-	10 438	-	3 311	38 875	2 823	-	-	-	55 446
ITFC - Campagne cotonnière 2016/2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Importations pétrole brute SONARA	-	-	10 438	-	3 311	35 097	2 823	-	-	-	51 668
ITFC - Financement Mourabaha pour les opérations d'importation des intrants agricoles et de coton graines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA - Projet de financement de l'importation des engrais	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC - Campagne cotonnière 2019/2020	13 119	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ITFC-Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patières premières et leur vent en République du Cameroun	3 823	-	-	-	-	3 778	-	-	-	-	3 778
Grand total	690 893	175 343	42 434	63 941	38 422	92 523	126 353	429 892	22 904	8 431	1 000 244

* données définitives ** données semi-définitives *** données provisoires

Source : CAA

IV.3.1.3. Décaissements par projet/programme

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, environ 80 projets et programmes ont effectué des décaissements depuis le début de l'année, dont douze (12) enregistrés pour l'instant au cours du mois de septembre 2024, pour un montant cumulé de 1 000,2 milliards de FCFA.

Tableau 19 : Décaissements par projet/programme en millions de FCFA

N	Intitulé du Projet (Montants en millions de FCFA)	Total 2023 **	Janvier 2024 ***	Mars 2024 ***	Juin 2024 ***	Août 2024 ***	Septembre 2023 ***	Total 2024 ***
1	Projet de Réalisation des Plantations de Manioc	13 023	157	-	479	-	1 950	4 321
2	PROJET D AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012200	-	-	-	-	-	-	2 442
3	PROJET D AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE LOM PANGAR-2012201	4 156	-	1 044	-	-	-	3 037
4	Construction et d équipement du lycée tech. de OMBE	-	-	-	-	-	-	209
5	Projet d appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire	146	-	-	-	-	119	119
6	Appui à la scolarisation dans les zones d Education prioritaire-2014205	809	8	61	-	-	-	120
7	Appui à la scolarisation dans les zones d Education prioritaire-2014206	218	3	-	-	-	-	15
8	projet adduction eau potable yaoundé sanaga	40 878	-	-	38 221	-	-	40 908
9	Projet de construction route Batchenga-Lena	4 065	392	758	-	-	-	3 033
10	Projet d aménagement et de bitumage de la route Batchenga ngaoundéré	858	-	-	-	2 500	-	2 865
11	Projet d aménagement route Batchenga Ntui-Yoko-Lena	7 236	1 171	2 369	3 947	284	-	13 528
12	projet d aménagement route Batchenga Lena	1 399	159	8 065	23	-	-	8 456
13	PRE-SIBALT-Prog de réhabilitation et de renforcement de résilience des systèmes socio-écologiques du bassin du Lac Tchad	1 205	194	99	-	10	-	655
14	Projet de d électrification rurale dans trois régions au CMR	70	-	-	-	-	-	979
15	Projet dorsale à fibre optique d Afrique Centrale	64	-	277	-	-	-	277
16	Projet d alimentation en eau du complexe industriel portuaire de Kribi	7 853	-	-	-	-	-	651
17	Projet d aménagement de la municipal et vallée de la Mingoa à Ydé	2 548	-	-	1 013	-	-	3 375
18	Programme National de Développement Participatif phase III	-	-	349	-	-	-	349
19	Construction de la route ketta Djou (Phase 2)	863	320	226	129	-	-	995
20	Projet de développement des chaînes de valeurs agricoles (PD-CVA)	15 818	-	199	431	-	154	4 686
21	Projet de développement du Mont Mbappti (phase 2)	232	250	-	-	-	-	269
22	Projet de développement du Mont Mbappti 2	1 044	-	-	-	30	-	30
23	Projet Route Ketta-Djoum phase 2 tronçon Mintom-frontière du Congo	3 126	-	-	-	-	-	126
24	Corridor Yaoundé-Brazzaville II (Mintom-Léle)	-	-	-	750	-	-	750
25	Projet de construction en eau profonde de Kribi phase2	32 276	-	-	22 389	-	-	22 389
26	Projet de construction en eau profonde de Kribi phase 2	36 393	-	-	7 947	-	-	7 947
27	Projet d alimentation en eau et assainissement en milieu rural	83	-	-	-	-	-	63
28	projet de développement de la commercialisation de bétails et des infrastructures	120	-	-	-	-	-	242
29	Projet de développement rural intégré de Chari Logone 2	1 167	49	-	-	-	-	270
30	Projet de développement intégré de Chari Logone 2	1 607	523	139	-	798	556	2 635
31	Projet de développement du secteur de transport	20 567	53	25 889	-	-	-	25 943
32	Programme d appui au secteur de transport phase 2-2017210	16 950	4 201	147	127	-	71	6 827
33	Programme d appui au secteur de transport phase 2-2017211	26	-	-	-	-	-	6 891
34	Projet de développement du secteur de l Elevage	7 954	2	-	-	-	-	2
35	Projet de remise à niveau du réseau de transport d électricité	67 614	6 689	3 759	-	-	-	23 311
36	Projet d adduction d eau potable dan 9 villes_phase 2	-	15 065	-	-	-	-	15 065
37	Programme de Modernisation du Système d'Information de la Direction Générale des Impôts-Phase I (PMSI-DGI I)	336	-	768	-	-	-	768
38	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yaoua et Bongor-2018201	774	209	-	377	-	-	820
39	Projet de construction du pont sur le Logone entre Yaoua et Bongor-2018202	6 849	319	33	-	-	0	1 120
40	Projet additionnel de financement du développement communautaire	-	-	1 082	-	-	-	1 936
41	Projet agricole chaîne de valeurs	4 967	154	737	141	418	63	3 390
42	projet agricole des chaînes de valeur	969	-	61	-	913	235	2 389
43	Projet de développement de l hydroélectricité sur la sanaga	702	748	-	15	-	1 244	2 215
44	Projet de développement de l hydroélectricité sur la Sanaga	652	660	-	26	-	1 018	1 867
45	Projet de développement des villes inclusives et résilientes	5 755	1 395	562	187	381	-	17 459
46	Projet d appui à la réforme de l éducation	9 055	3 205	359	2 427	232	-	6 365
47	Projet d amélioration des de l efficacité des dépenses publiques et du système statistique (PEPS)	4 549	59	-	-	-	-	59
48	Projet d études et de préparation d un programme d approvisionnement en eau potable et d assainissement en milieu rural	286	-	-	17	-	-	23
49	Projet appui au secteur de transport phase 3 - Construction de la Ring-Road	213	-	-	137	113	-	1 112
50	programme intégré dev adapt chang climatique	60	-	-	-	-	-	109
51	Projet de développement des chaînes de valeur élevage et pisciculture	2 203	67	-	472	-	-	1 648
52	Projet d'elec rural accès energie zone desservie	12 761	639	-	703	-	-	1 926
53	Projet de construction et d'équipement de l'Hopital regional de Mbalmayo	-	-	10	-	-	-	120
54	Deuxieme phase du projet d'appui au developpemetn des filieres agricoles (PADFA)	3 557	-	-	1 656	-	-	2 713
55	Deuxieme phase du projet d'appui au developpemetn des filieres agricoles (PADFA)	245	-	-	710	-	-	1 010
56	Etude de faisabilité pour le prolongement de la ligne ferroviaire entre le Cameroun et le Tchad	198	105	-	-	-	-	436
57	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	7 505	-	-	642	-	-	2 636
58	Projet d'aménagement de la Route Nationale N°11, la Ring Road	2 680	-	-	237	-	-	966
59	Projet de relance et de développement de la region du Lac Tchad	7 171	440	399	1 606	548	417	5 858
60	Appui budgétaire Facilité Elargie de Crédit	44 543	-	-	-	-	-	14 731
61	Appui budgétaire Mécanisme Elargi de Crédit	89 086	-	-	-	-	-	29 462
62	Projet de réhabilitation de la penetrante Est de la ville de Douala (Phase II)	5 989	-	-	-	-	-	12 089
63	PAREC Financement additionnel	7 983	1 356	-	2 667	571	-	4 707
64	Projet d'Aménagement et valorisation des investissements de la vallée de la Bénoué (VIVA BENOUE)	16 483	-	995	768	911	141	5 971
65	projet de l'autonomisation des femmes du sahel et dividende démographique au sahel (SWEED 2)	443	130	32	102	-	-	8 189
66	projet d'interconnexion des Réseaux Electriques du Cameroun et du Tchad (RISRIN)	1 710	-	13 711	1 617	184	-	23 705
67	Projet d'importation du petrole par la SONARA	-	-	-	2 823	-	-	51 668
68	Appui budgétaire Accord Cadre de ligne de crédit N° CCM 1657	26 238	-	-	-	-	-	26 238
69	Projet d'Aménagement et de Valorisation des investissements de la Vallée de Logone (VIVA-LOGONE)	4 114	134	238	17 723	411	-	19 887
70	Projet filets sociaux adaptatifs et inclusion économiques	1 580	510	1 171	2 915	1 483	-	12 220
71	Projet d'Urgence de Lutte Contre la Crise Alimentaire (PULCCA)	11 178	-	404	1 622	13 117	-	15 670
72	Financement mourabaha pour l'achat d'alumine et autres patieres premieres et leur vent en Republique du Cameroun	3 823	-	-	-	-	-	3 778
73	PPFI Enhancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusivness project	-	-	-	-	-	-	500
74	projet d'acquisition des équipements au profit du corps national des sapeurs-pompiers	-	4 789	-	-	-	-	5 888
75	Cameroon-Chad Corridor	-	-	-	428	-	-	1 428
76	Contrat de crédit en faveur de la République du Cameroun	-	131 191	-	-	-	-	131 191
77	Projet de construction de la route Ebolowa-Akomli-Kribi	-	-	-	-	-	-	27
78	Emission obligations interantionales	-	-	-	-	-	-	333 516
79	Appui budgétaire Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)	-	-	-	-	-	-	27 621
80	Enhancing Connectivity and Resilience in the Far North of Cameroon for Inclusivness Project	-	-	-	9 000	-	2 463	12 036
	TOTAL		175 343	63 941	126 353	22 904	8 431	1 000 244

Source : CAA

IV.4. SOLDES ENGAGÉS NON DÉCAISSÉS (SEND's) DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

À fin septembre 2024, les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's), hors appuis budgétaires, sont estimés à environ 3 980,1 milliards de FCFA. Il est observé une baisse consécutive de 2,3% en glissement mensuel et de 2,1% en glissement trimestriel, contre une hausse annuelle de 5,4%. Ces engagements sont intégralement contractés auprès de créanciers extérieurs.

IV.4.1. SEND's Extérieurs

Au terme du mois de septembre 2024, les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) se répartissent comme suit : (i) 69,7% issus de conventions de financement avec des bailleurs multilatéraux, totalisant 2 921,7 milliards de FCFA ; (ii) 10,7 % proviennent de la coopération bilatérale, avec 424,1 milliards de FCFA à mobiliser principalement auprès de la Chine et d'autres partenaires ; et (iii) 19,6 % proviennent de prêts commerciaux, pour un montant total de 781,6 milliards de FCFA, contracté notamment auprès de l'ICBC, de Standard Chartered Londres, et d'autres institutions.

Tableau 20 : Soldes Engagés Non Décaissés sur emprunts extérieurs

Rubriques	SEND's au 31/09/2023 ***	SEND's au 31/12/2023 **	SEND's au 31/01/2024***	SEND's au 31/07/2024 ***	SEND's au 31/08/2024 ***	SEND's au 31/09/2024 ***
MULTILATERAUX	2 580,0	2 606,2	2 771,9	2 842,7	3 009,7	2 921,7
BAD	590,6	570,3	553,0	660,2	659,8	659,5
BADEA	45,4	43,4	44,0	42,9	42,0	41,7
BDEAC	79,5	79,5	79,5	76,6	74,1	74,1
BID	210,4	199,3	200,1	195,3	271,0	188,8
BIRD	154,5	85,3	78,6	35,2	35,2	35,2
FAD	93,1	89,4	89,6	83,7	83,1	83,0
FIDA	24,1	22,2	22,3	18,7	18,5	18,5
FS OPEP	17,8	17,1	17,3	17,4	17,0	16,9
IDA	1 183,9	1 364,8	1 540,8	1 611,0	1 588,4	1 583,9
UE	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8	72,8
Appuis budgétaires	108,0	62,2	73,9	29,0	147,7	147,4
FMI	89,8	44,1	44,3	-	118,9	118,5
BIRD	-	-	-	0,5	0,4	0,4
BAD	18,1	18,1	29,5	28,5	28,4	28,4
IDA	-	-	-	-	-	-
BILATERAUX	637,6	551,7	536,0	431,8	427,2	424,1
ALLEMAGNE	11,4	10,9	10,9	10,2	10,2	10,2
FRANCE	178,4	152,2	147,4	120,1	120,1	120,1
Appuis budgétaires AFD	52,5	26,2	26,2	-	-	-
Japon	28,8	28,8	27,8	23,7	24,2	24,5
Norvège (EKSPORTKREDITT NORGE SA)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
ARABIE SAOUDITE	26,1	25,0	25,4	25,5	25,0	24,8
Chine	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3
Corée du Sud	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5
Émirats Arabes Unis	9,3	8,9	9,1	9,1	8,9	8,8
EXIMBANK DE CHINE	243,1	191,4	179,0	108,4	106,9	106,6
INDE	112,3	107,1	108,5	106,9	104,5	101,9
KOWEÏT	21,9	21,1	21,6	21,8	21,2	21,1
COMMERCIAUX	707,7	686,8	749,9	790,0	783,6	781,6
AFRICAN EXPORT IMPORT BANK	34,8	30,2	30,2	30,2	30,2	30,2
Bank of China	47,6	45,6	46,2	46,5	45,5	45,2
Belfius	7,5	6,7	6,7	6,0	6,0	6,0
BMCE Bank	12,7	12,7	12,7	12,7	12,7	12,7
Commerz bank Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deutsche banque Espagne	90,4	88,6	88,7	85,3	85,3	85,2
ICBC	187,8	180,0	182,6	183,7	179,6	178,4
Inter Islamic trade Finance Corporation	9,3	5,2	5,3	4,7	4,6	4,6
INTESA SANPAOLO SPA	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2	107,2
Raiffeisen Bank Inter AG	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9	3,9
SOCIETE GENERALE DE PARIS	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7	108,7
SOCIETE GENERALE NEW YORK	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3
SOCIETE GENERALE NEW YORK - EXIM BANK US	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6
Standard Chartered Londres	79,6	79,6	139,3	182,7	181,5	181,1
UNICREDIT	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
TOTAL GENERAL	3 925,4	3 844,7	4 057,8	4 064,6	4 220,5	4 127,5
TOTAL APPUIS BUDGETAIRES	160,4	88,5	100,1	29,0	147,7	147,4
TOTAL HORS APPUIS BUDGETAIRES	3 764,9	3 756,3	3 957,7	4 035,7	4 072,8	3 980,1

Source : CAA

IV.4.2. SEND's Intérieurs

Les SEND's sur engagements intérieurs sont nuls au 30 septembre 2024.

Point sur les SEND's au 30 septembre 2024

Les Soldes Engagés Non Décaissés (SEND's) désignent des ressources financières qui ont été contractées sous forme de dette auprès de divers partenaires financiers internationaux, notamment des États et des institutions multilatérales, mais qui n'ont pas encore été tirées ou décaissées. Cette situation engendre plusieurs implications à la fois financières et stratégiques pour la gestion des finances publiques.

Ainsi, un suivi rigoureux de ces SEND's est nécessaire car ils représentent des engagements financiers futurs. Les SEND's sont à la fois un enjeu et une opportunité de réévaluation des projets financés, avec la possibilité de renégocier les termes des prêts si nécessaire. Leur gestion représente ainsi un défi en matière de planification budgétaire et de gestion financière.

Contrairement aux perceptions qui voient les SEND's uniquement comme un fardeau, ils peuvent être nécessaires dans le cadre des projets de financement, notamment en raison des délais entre l'engagement et le décaissement des fonds, et du besoin de répartir les ressources pour soutenir le développement des pays émergents. Dans les pays développés, ces fonds sont souvent entièrement décaissés pour l'année en cours, mais pour les projets à long terme ou d'infrastructure dans des contextes en développement, les SEND's résultent souvent de facteurs tels que :

1. Cycles d'exécution prolongés : Les projets, notamment d'infrastructure, s'étendent sur plusieurs années, ce qui crée des délais entre l'engagement et le décaissement effectif ;
2. Conditions strictes des bailleurs de fonds : Les prêteurs exigent souvent des conditions précises avant tout décaissement, liées à des critères comme l'avancement des travaux ou la mise en œuvre de réformes ;
3. Conjoncture économique : Des événements comme des pandémies ou des crises énergétiques peuvent affecter les calendriers de décaissement et justifier la conservation des SEND's pour une gestion financière flexible.

Néanmoins, certains SEND's sont perçus comme problématiques par le Comité National de la Dette Publique (CNDP). Bien que courants dans la gestion des projets, certains SEND's stagnent depuis de longues périodes ou ne présentent que peu de progrès vers le décaissement. Au cours du mois de septembre 2024, une revue trimestrielle des projets financés par des fonds extérieurs a été menée, analysant les projets dits de première génération pour identifier les obstacles et proposer des solutions d'amélioration.

Les critères établis par le CNDP pour distinguer les SEND's « normaux » des SEND's « problématiques » incluent :

- Des prêts avec des SEND's datant de plus de cinq ans ;
- Des prêts n'ayant enregistré aucun décaissement à la date d'évaluation ;
- Des prêts non encore en vigueur six mois après signature ;
- Des prêts dont la date limite de décaissement a été dépassée ou prolongée au moins une fois ;
- Des prêts dont la date limite de décaissement approche (moins d'un an) avec un taux de décaissement inférieur à 50 %.

V. INDICATEURS D'ENDETTEMENT

V.1. PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA DETTE PUBLIQUE hors Restes à Payer de moins de 3 mois

A fin septembre 2024, l'encours de la dette de l'Administration Centrale hors Restes à Payer s'élève à 12 183 milliards de FCFA.

Sous l'hypothèse que la dette extérieure est celle libellée en devises et la dette intérieure celle contractée en FCFA, les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette se présentent comme suit :

Un ratio de la dette publique sur le PIB de 39,7%, dont 27,9% de dette extérieure et 11,8% de dette intérieure ;

- Un taux d'intérêt Moyen Pondéré de la dette est évalué à 3,2%, dont 3,1% de dette extérieure et 3,4% de dette intérieure (prise en compte partielle de la dette structurée non bancaire à taux d'intérêt nul). Toutefois le taux moyen des titres publics y compris les BTA avoisine 6% , suite à la remontée des taux depuis plus de deux ans ;
- Une durée moyenne de refinancement du portefeuille estimée à 7,6 années, soit 8,9 années pour la dette extérieure et 4,7 années pour la dette intérieure ;
- Un poids de la dette dont les termes sont à refixer l'année prochaine en baisse d'environ 2,8% en glissement trimestriel. Cet indicateur est de 23,6%, dont 27,9% pour la dette extérieure, et 13,6% pour la dette intérieure ;
- Une part de la dette libellée en devises autres que le FCFA estimée à 70,4% du portefeuille global, soit une exposition effective de 41,0% du portefeuille aux fluctuations de taux de change, considérant 29,3% de dette libellée en Euro.

Tableau 20 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

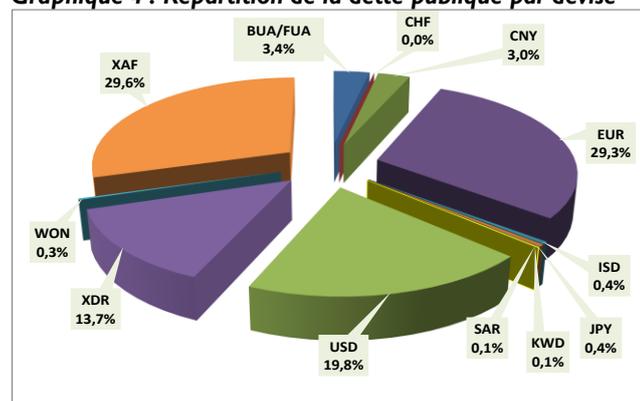
Indicateurs de coûts et risques		Dettes extérieure	Dettes intérieure	Dettes totale*
Dettes nominale en milliards de FCFA		8 573	3 610	12 183
Dettes nominale (% du PIB)		27,9	11,8	39,7
Coût de la dette	Païement d'intérêt en % du PIB	0,6	0,4	1,0
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	3,1	3,4	3,2
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) (ATM)	8,9	4,7	7,6
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du total)	7,1	13,6	9,0
	Dettes à amortir durant l'année prochaine (% du PIB)	2,0	1,6	3,6
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	7,1	4,7	6,4
	Dettes refixées durant l'année prochaine (% du total)	27,9	13,6	23,6
	Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)	79,3	87,1	81,6
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			70,4
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (en % du stock brut de réserves de change brutes détenues par la BEAC)			15,8

Source : CAA

V.2. REPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR DEVISE

Les principales devises du portefeuille de la dette publique camerounaise sont : le Franc CFA (29,6%), l'Euro (29,3%), le Dollar US (19,8%), et le DTS (XDR) avec 13,7%.

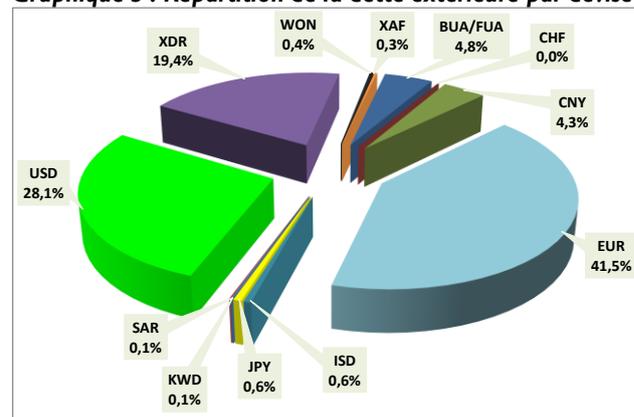
Graphique 4 : Répartition de la dette publique par devise



Source : CAA

Concernant le portefeuille de la dette extérieure, il se compose de l'Euro pour 41,5%, du Dollar US pour 28,1% et enfin du DTS(XDR) pour 19,4%.

Graphique 5 : Répartition de la dette extérieure par devise



Source : CAA

Une publication de la Caisse Autonome
d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de
la Dette Publique

		
Comité National de la Dette Publique		Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun

Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun
Secrétariat Permanent du Comité National de la Dette Publique
B.P. : 7167 YAOUNDE Tél : (+237) 222 22 22 26 / (+237) 222 22 01 87 Fax : (+237) 222 22 01 29
Site internet : www.caa.cm E-mail : caa@caa.cm